

OCTOBRE 1995

L'ESPACE SOCIAL FRANCILIEN :

ESSONNE



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DIRECTION RÉGIONALE D'ILE-DE-FRANCE



LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

AVANT-PROPOS

Le développement des politiques sociales entraîne un besoin croissant de statistiques pour appréhender les phénomènes sociaux de notre société. La définition et l'évaluation de ces politiques nécessitent de disposer des informations pour prendre en compte la diversité des réalités sociales.

La direction régionale de l'INSEE et les huit caisses départementales d'allocations familiales de la région d'Ile-de-France, représentées par la Cellule technique de réflexion et d'aide à la décision (*CTRAD*) et le Relais d'études régional (*RER*), ont élaboré ensemble des indicateurs sociaux et établi des tableaux de données au niveau communal, à partir du fichier des allocataires de la CAF au 31 décembre 1993 et du fichier de recensement de la population de 1990.

"L'espace social francilien" est ainsi le produit né d'un premier partenariat entre l'INSEE et les CAF d'Ile-de-France. Chaque département fait l'objet d'une publication.

Ce document concerne les allocataires du département de l'Essonne et représente l'un des huit fascicules de la série de documents afférents aux départements de la région d'Ile-de-France.

Au 31 décembre 1993, la CAF de l'Essonne gère 146 000 allocataires. Parmi eux, 144 000 résident dans le département, ils représentent près de quatre ménages sur dix.

Alain GODINOT
directeur régional d'Ile-de-France de l'INSEE

Brigitte DAVENAS
directeur général de la CAF de l'ESSONNE

S O M M A I R E

HISTORIQUE	5
METHODOLOGIE	7
ESSONNE	
LES CARACTERISTIQUES GENERALES	9
LES ALLOCATAIRES	19
LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS	29
LES AIDES AU LOGEMENT	39
LA PRECARITE	49
ILE-de-FRANCE	
TABLEAU	59
. Données de l'Ile-de-France par département et ville nouvelle	
GRAPHIQUES	61
. Allocataires selon leur composition familiale	
. Bénéficiaires de prestations liées à l'accueil des jeunes enfants	
. Ménages bénéficiaires de minima sociaux	
. Bénéficiaires du RMI selon leur composition familiale	
. Répartition des aides au logement	
CARTES	67
. Le parc social	
. Les ménages couverts par la CAF	
. Les allocataires percevant une ou des prestations d'entretien	
. Les ménages percevant une aide au logement	
. Les allocataires au chômage	

HISTORIQUE

Origine et mise en place des premières prestations familiales

Au début du 19^e siècle, des initiatives isolées ont été prises par des patrons d'industrie, notamment dans les secteurs de la filature, des mines et de la métallurgie, dans le but d'aider les ouvriers chargés de famille. Des caisses de compensation furent ensuite créées pour regrouper ces initiatives par secteur d'emploi.

1932 La loi du 11 mars 1932 légalise la mise en place de ces caisses et l'étend progressivement aux salariés du commerce et de l'industrie.

1945 L'ordonnance du 4 octobre 1945 institue la Sécurité sociale, puis la loi du 22 août 1946 inclut la branche famille dans la Sécurité sociale.

Seules quatre prestations sont versées, sous réserve de l'exercice d'une activité professionnelle :

- les allocations familiales (AF) ;
- l'allocation de salaire unique (ASU) ;
- les allocations prénatales (APR) ;
- l'allocation de maternité (AM) ;

auxquelles il faut ajouter le droit au congé de naissance en faveur des chefs de famille.

1948 La loi du 4 septembre 1948 crée l'allocation de logement (AL) et intègre la politique du logement dans la branche famille.

1955 Deux nouvelles prestations apparaissent : les majorations pour âge et l'allocation de la mère au foyer (AMF) pour les non-salariés.

Réponses à des besoins spécifiques par des prestations adaptées

En 1967, trois caisses nationales sont instituées au titre de la famille, la vieillesse et la maladie.

La montée en puissance de nouveaux besoins sociaux a entraîné la mise en place des prestations suivantes :

1963 ▫ allocation d'éducation spécialisée (AES) - loi du 31 juillet 1963 ;

1970 ▫ allocation d'orphelin (AO) - loi du 23 décembre 1970 ;

1971 ▫ aide personnalisée au logement (APL) - loi du 3 janvier 1971 ;
▫ allocation aux handicapés adultes (AHA) et allocation aux mineurs handicapés (AMH) - loi du 13 juillet 1971 ;
▫ allocation de logement à caractère social (ALS) - loi du 16 juillet 1971 ;

1972 ▫ assurance vieillesse aux mères de famille (AVMF) - loi du 3 janvier 1972 ;
▫ allocation pour frais de garde (AFG) - loi du 3 janvier 1972 ;
▫ prêts aux jeunes ménages (PJM) - loi du 3 janvier 1972 ;

1974 ▫ allocation de rentrée scolaire (ARS) - loi de finances rectificative pour 1974 ;

1976 ▫ allocation de parent isolé (API) - loi du 9 juillet 1976.

Des modifications importantes sont intervenues en faveur de la naissance et des handicapés : la loi du 3 janvier 1975 améliore l'allocation d'orphelin et réforme l'allocation de maternité en allocations postnatales ; la loi du 30 juin 1975 fusionne l'allocation d'éducation spécialisée et l'AMH en allocation d'éducation spéciale et transforme l'AHA, ainsi que des aides sociales, en allocation aux adultes handicapés (AAH).

La loi du 4 juillet 1975 supprime la condition d'exercice d'une activité professionnelle.

Adaptation à l'environnement économique et démographique

De 1977 à 1984, intervient la prise en compte plus importante des familles nombreuses et des familles à ressources modestes :

1977 ▫ extension du champ de l'APL aux ménages sans enfant - loi du 3 janvier 1977. Le barème de l'APL favorise les familles de 3 enfants ;

- 1978 □ remplacement de l'AFG, de l'ASU, et de l'AMF par le complément familial (CF) qui favorise la présence ou la naissance du 3e enfant - loi du 1er janvier 1978. Cette loi supprime le contrôle de l'activité professionnelle et laisse le choix de l'allocataire au sein du couple à partir de janvier 1979 ;
- 1980 □ majoration des allocations postnatales pour le 3e enfant, c'est le "million Giscard" - loi du 1er juillet 1980 ;
- 1984 □ allocation de soutien familial (ASF) remplaçant l'allocation d'orphelin. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est confiée aux CAF - loi du 22 décembre 1984.

Les années 1981 et 1982 sont marquées par un relèvement des principales prestations (AF, CF, ALF et AAH).

Transformation des prestations liées à la petite enfance et extension des aides au logement

Depuis 1985 on constate une volonté de contribuer au développement et à la diversification des modes de garde des jeunes enfants et à une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle.

Cette période est aussi marquée par la lutte contre la précarité :

- 1985 □ allocation pour jeune enfant (APJE). Elle remplace les anciennes allocations pré et postnatales, ainsi que le CF pour un enfant de moins de 3 ans - loi du 4 janvier 1985 ;
- allocation parentale d'éducation à l'arrivée du 3e enfant de moins de 3 ans au foyer (APE) - loi du 4 janvier 1985. Cette loi transfère aux banques le versement des PJM ;

- la loi du 30 décembre 1985 institue le "bouclage" de l'allocation de logement sociale, il sera réalisé le 1er janvier 1993.

- 1986 □ allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) - loi du 29 décembre 1986 ;
- 1987 □ la loi du 30 septembre 1987 pose le principe du "bouclage" de l'APL ;
- 1988 □ revenu minimum d'insertion (RMI) - loi du 1er décembre 1988 - financé par l'Etat, accordé par le préfet, et géré par les CAF ;
- 1991 □ aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA). La loi du 31 décembre 1991 crée un complément afin d'aider la montée en charge de l'AFEAMA et remplace la prestation spéciale assistante maternelle gérée depuis le 10 juin 1980 sur les fonds d'action sociale des CAF ;
- 1993 □ aide forfaitaire à l'autonomie de vie destinée aux handicapés (AFH) - arrêté du 29 janvier 1993 ;
- 1994 □ aide à la scolarité (AAS) en remplacement des bourses versées aux collégiens - loi famille du 25 juillet 1994 ;
- APE versée dès le 2e enfant - loi du 25 juillet 1994 ;
- allocation d'adoption (AAD) - loi du 25 juillet 1994.

En 1993, la branche famille totalise 11,5 % des prestations allouées par la Sécurité sociale, ce qui représente une masse financière de 247 milliards de francs versés à 9 millions d'allocataires dont 5 millions de familles. Elle gère 23 prestations, dont 15 sous critères de ressources.

La branche famille étend son champ d'action au-delà de la "politique familiale pure" à la politique sociale en matière de logement, de lutte contre la précarité et la pauvreté, à l'aide aux handicapés et à l'emploi.

METHODOLOGIE

Population étudiée : les statistiques présentées dans ce document concernent les allocataires, c'est-à-dire les personnes recevant une prestation familiale, une allocation de logement ou d'autres allocations de la caisse d'allocations familiales. Les allocataires étudiés sont ceux qui figurent dans le fichier de gestion au 31 décembre 1993 de la CAF de l'Essonne. Ce fichier contient à la fois des informations fournies par les allocataires et des données sur la nature et le montant des prestations versées par la caisse.

Des données extraites du fichier du recensement de la population de 1990 de l'INSEE : la population sans doubles comptes, les ménages, les familles, les logements, etc., ainsi que le taux de foyers fiscalement imposés issu du fichier 1991 de la direction générale des impôts (DGI), complètent la connaissance des communes de l'Essonne*.

Population sans doubles comptes : c'est la population vivant réellement dans la commune au moment du recensement à l'exception des doubles comptes, c'est-à-dire :

- les personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;
- les personnes vivant dans une collectivité d'une autre commune (travailleurs dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour plus de trois mois) et ayant déclaré avoir leur résidence personnelle dans la commune.

Ratios : le ratio calculé à partir de deux fichiers de sources différentes est à interpréter avec prudence. En effet, le fichier des allocataires et celui du recensement de la population ne sont pas arrêtés à la même date ; certains allocataires, notamment ceux qui vivent dans les collectivités, ne font pas partie d'un ménage au sens de l'INSEE et à l'inverse plusieurs allocataires peuvent appartenir au même ménage.

Remarques :

- Deux objectifs ont guidé la présentation des résultats :
 - disposer des éléments d'approche sociale pour chaque commune afin de rendre plus aisée la réflexion sur les politiques à mener ;
 - fournir des données de comparaison entre les départements d'Ile-de-France.
- Les profils des communes présentent des disparités en terme d'indicateurs sociaux. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cela : la structure socio-démographique, le mode de peuplement, le développement urbain, l'environnement économique, l'implantation des équipements sociaux (maison de retraite, centre hospitalier, crèche collective et familiale, cité universitaire, etc.). En outre, les indicateurs expriment une moyenne communale et peuvent masquer des écarts importants au niveau infra-communal.
- Les données publiées tiennent compte des principales règles établies par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : le respect de la confidentialité et la protection des données nominatives.
- Les chiffres inférieurs à cinq ne sont pas mentionnés, ni représentés cartographiquement, mais pris en compte pour les résultats globaux.
- La sous-population allocataire percevant le RMI n'est pas étudiée si son effectif est inférieur à cent.

* Les CAF ont constitué une nouvelle base de données "EPICAF" qui rassemble des données internes à la CAF et des données externes (INSEE, DGI ...), ce qui a facilité la réalisation de ce document.

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

Au recensement de 1990, le département compte 1 084 824 habitants et 379 272 résidences principales. Parmi celles-ci, une sur cinq est de type HLM. Dans la ville nouvelle d'Evry*, il s'agit de plus d'une résidence sur trois.

Le parc locatif social est inégalement réparti ; il se situe principalement au nord-est du département, le long de la vallée de la Seine. Sur 196 communes, les 18 communes de plus de 20 000 habitants accueillent 50 % de la population et regroupent près de 70 % des logements HLM du département.

Dans ce chapitre ne sont analysées en détail que les communes de plus de 2 000 habitants, soit 93 communes.

Un ménage sur dix est composé de cinq personnes ou plus. Un ménage sur quarante (2,5 %) vit dans des conditions de surpeuplement. Cette proportion est plus élevée (entre 4,5 % et 5,8 %) à Corbeil-Essonnes, Evry, Grigny, Vigneux et Les Ulis.

* La ville nouvelle d'Evry regroupe quatre communes : Bondoufle, Courcouronnes, Evry et Lisses.

Sur les 299 256 familles essoniennes, 65 % ont à leur foyer un ou des enfants de moins de 25 ans et 56 % de moins de 20 ans. Ces proportions sont plus importantes dans la ville nouvelle d'Evry*.

Parmi les familles ayant un ou des enfants de moins de 20 ans, 12 % sont monoparentales. Dans six communes, les taux varient de 16 à 20 %, cinq d'entre elles se situent au nord du département, Chilly-Mazarin, Epinay-sous-Sénart, Evry, Grigny et Les Ulis et une au sud, Etampes.

La part des ouvriers dans la population active occupée est supérieure de sept points à celle des cadres. Dans certaines communes proches des Yvelines (*Bures-sur-Yvette, Gif-sur-Yvette, Orsay, etc.*), la part des cadres est supérieure à celle des ouvriers.

Près d'un foyer fiscal essonien sur trois n'est pas imposé sur le revenu. Cette situation est plus particulièrement marquée à Angerville, Champcueil, Corbeil-Essonnes, Epinay-sous-Sénart, Etampes et Grigny.

POUR MIEUX COMPRENDRE

Population : voir définition dans la méthodologie page 7.

Résidence principale : logement occupé de façon permanente et à titre principal par un ménage. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (*maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif*), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels et les garnis, les constructions provisoires et les habitations de fortune. Les habitations mobiles, les logements (*chambres, studios, etc.*) occupés par des personnes vivant en collectivité ne sont pas compris dans cette rubrique.

Ménage : on appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement, quels que soient les liens qui les

unissent. Un ménage peut être composé d'une famille, de deux familles, d'une personne seule, etc. Le nombre de ménages est égal au nombre de résidences principales.

Surpeuplement : le logement est estimé surpeuplé si le nombre de personnes qui l'occupe est égal ou supérieur au nombre de pièces plus deux. Exemple : trois personnes dans une pièce, quatre personnes dans deux pièces, cinq personnes dans trois pièces, etc.

Famille : elle s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit d'un couple (*quel que soit l'âge des conjoints*) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne seule et de ses enfants (*famille monoparentale*). A noter qu'au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être

enfant de famille (*à condition de ne pas avoir constitué sa propre famille*).

Indice cadres-ouvriers : il mesure l'écart entre le poids de ces deux catégories socioprofessionnelles dans la population active occupée. Quand cet indice est positif, il traduit la prédominance des cadres sur les ouvriers, quand il est négatif, il traduit l'inverse.

Les cadres recouvrent les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques ainsi que les cadres d'entreprise. Les ouvriers recouvrent les ouvriers qualifiés, les ouvriers non qualifiés ainsi que les ouvriers agricoles.

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	233	70		21,4		68	58,8	58,8	10,0	-3,6	39,8
ANGERVILLE	3 012	1 040	8,3	13,7	3,8	800	61,5	53,0	5,7	-41,6	46,0
ANGERVILLIERS	1 197	366		19,7	3,6	324	74,1	71,6	1,7	-24,6	37,6
ARPAJON	8 713	3 435	24,0	6,5	2,9	2 400	56,8	49,5	12,8	-22,3	37,9
ARRANCOURT	100	32		15,6		28	42,9	42,9			49,1
ATHIS-MONS	29 123	10 599	27,5	8,8	3,6	8 044	60,4	51,9	12,6	-17,6	33,0
AUTHON-LA-PLAINE	290	97		16,5		88	63,6	54,5		5,7	34,8
AUVERNAUX	249	85		14,1		64	75,0	75,0	8,3	-6,6	24,3
AUVERS-SAINT-GEORGES	992	344		12,2		284	62,0	52,1	5,4	-18,3	30,5
AVRAINVILLE	556	177		14,7		156	69,2	66,7		-18,3	32,4
BALLAINVILLIERS	2 531	791		13,3	1,5	696	67,8	56,3	6,1	10,3	24,6
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	6 174	2 212	17,5	10,6	2,2	1 740	63,7	54,5	6,8	-18,1	31,5
BAULNE	1 207	391		14,3	1,5	340	64,7	60,0	3,9	-25,7	32,4
BIEVRES	4 209	1 565	8,1	8,4	2,3	1 240	55,8	49,0	7,9	17,0	23,1
BLANDY	104	36		13,9		32	50,0	50,0			56,5
BOIGNEVILLE	451	173		11,0		132	45,5	36,4		-17,7	38,3
BOIS-HERPIN	59	21		23,8		16	50,0	50,0			46,2
BOISSY-LA-RIVIERE	412	155		9,7		124	61,3	54,8		-6,2	30,3
BOISSY-LE-CUTTE	1 039	327		15,6	10,7	284	71,8	59,2		-43,6	37,3
BOISSY-LE-SEC	502	172		12,2		140	68,6	62,9		-28,8	37,1
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	3 309	1 020	1,6	17,8	1,7	916	72,9	63,8	2,7	-8,4	31,8
BONDOUFLE	7 719	2 318	7,6	13,4	0,9	2 140	77,2	66,4	8,5	-0,8	23,3
BOULLAY-LES-TROUX	509	161		18,0		140	60,0	54,3	5,3	22,0	26,3
BOURAY-SUR-JUINE	1 706	607		9,6		512	60,9	50,8	6,2	-10,1	25,9
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	5 924	2 167	5,3	7,6	1,2	1 668	65,9	56,6	8,1	5,7	26,6
BOUTERVILLIERS	282	91		15,4		88	59,1	45,5	20,0	17,0	34,3
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	2 556	889	5,2	11,0		748	63,1	59,4	4,5	-1,8	33,4
BOUVILLE	533	188		10,1	2,7	144	63,9	52,8		-13,1	28,6
BRETIGNY-SUR-ORGE	19 671	6 706	29,0	11,2	3,1	5 524	65,9	55,0	10,8	-14,3	30,9

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
BREUILLET	7 321	2 361	18,1	13,6	2,8	2 064	66,5	56,4	12,4	-6,5	30,6
BREUX-JOUY	1 076	360		9,7	1,7	324	59,3	50,6	7,3	-14,0	33,0
BRIERES-LES-SCELLES	868	285		10,9		244	72,1	59,0	2,8	-3,0	33,2
BRIIS-SOUS-FORGES	2 220	775	7,0	9,7	1,9	632	60,8	53,2	4,8	11,0	28,8
BROUY	116	43		11,6		32	62,5	50,0			36,1
BRUNOY	24 468	9 063	16,5	8,4	2,1	6 956	62,4	53,1	11,4	2,4	27,3
BRUYERES-LE-CHATEL	2 536	846		10,8	1,9	712	64,6	54,5	10,3	-9,2	29,1
BUNO-BONNEVAUX	430	145		19,3	3,4	112	64,3	57,1		-11,7	48,2
BURES-SUR-YVETTE	9 246	2 993	0,6	12,7	0,9	2 404	63,1	54,9	7,3	33,1	20,3
CERNY	2 774	910		13,5	1,1	768	67,7	63,5	8,2	-15,2	29,4
CHALO-SAINT-MARS	1 036	360		11,4	2,8	296	60,8	55,4	7,3	-3,5	39,2
CHALOU-MOULINEUX	389	146		11,6		104	69,2	53,8	14,3	-12,7	37,6
CHAMARANDE	901	342		10,5	1,5	256	53,1	43,8	7,1	-7,7	26,2
CHAMPCUEIL	2 586	615	15,1	14,6		532	73,7	63,2	2,4	-12,2	41,9
CHAMPLAN	2 491	873	8,1	10,8	3,0	704	54,0	45,5	5,0	-22,3	27,8
CHAMPMOTTEUX	220	82		11,0		64	56,3	50,0	12,5		40,3
CHATIGNONVILLE	86	31				28	57,1	42,9			42,1
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	70	29				20	40,0	40,0			31,8
CHEPTAINVILLE	1 361	456		11,0		388	71,1	62,9	11,5	-5,6	25,7
CHEVANNES	1 147	376	3,2	14,9	4,0	304	75,0	71,1	9,3	-1,4	29,5
CHILLY-MAZARIN	16 939	6 247	5,5	6,8	2,1	4 860	64,7	57,0	16,3	-3,7	26,6
CONGERVILLE-THIONVILLE	187	64		12,5		52	61,5	46,2	16,7	-18,6	37,4
CORBEIL-ESSONNES	40 345	14 950	37,7	10,7	5,2	10 624	61,1	55,2	15,3	-39,9	42,8
CORBREUSE	1 369	431	5,1	15,1	1,4	388	70,1	64,9	7,9	-12,5	29,2
COUDRAY-MONTCEAUX (LE)	2 494	969	16,1	6,4	1,1	744	64,0	58,6	13,8	0,6	24,0
COURANCES	354	119		10,1		96	70,8	62,5		-15,9	36,7
COURCOURONNES	13 262	4 115	37,9	16,6	3,8	3 524	76,2	70,3	15,2	-3,5	33,7
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	233	77		15,6		64	62,5	56,3		18,8	34,4
COURSON-MONTELOUP	461	150		12,0		132	72,7	72,7	4,2	5,0	26,6

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
CROSNE	7 966	2 814	2,9	8,6	1,3	2 280	64,9	58,6	10,5	-3,2	27,3
DANNEMOIS	557	210		7,1		172	55,8	53,5	8,7	12,8	30,1
D'HUISON-LONGUEVILLE	1 168	386		11,9		344	59,3	54,7	4,3	-13,3	30,4
DOURDAN	9 043	3 162	29,3	11,5	2,0	2 384	63,6	55,9	11,7	-20,9	37,7
DRAVEIL	27 867	9 774	27,2	8,9	2,2	7 456	62,2	53,6	13,9	-7,6	31,9
ECHARCON	564	180		13,9		160	70,0	65,0	3,8	-9,8	27,7
EGLY	4 774	1 567	29,5	12,4	2,6	1 320	70,0	63,0	8,7	-17,1	32,0
EPINAY-SOUS-SENART	13 374	4 273	45,0	15,5	3,8	3 532	72,7	64,6	18,4	-17,9	42,0
EPINAY-SUR-ORGE	9 688	3 073	2,1	7,6	0,7	2 540	61,1	50,4	9,4	4,2	30,1
ESTOUCHES	189	66				60	80,0	53,3		-13,6	31,2
ETAMPES	21 457	7 692	26,9	10,7	4,3	5 588	64,1	57,3	18,5	-26,7	44,8
ETIOLLES	2 107	711		10,8		608	68,4	57,9	1,1	29,9	19,6
ETRECHY	5 950	2 135	4,9	9,8	1,2	1 756	59,5	44,6	6,1	-1,0	28,2
EVRY	45 531	15 558	42,1	13,0	4,3	11 860	72,2	67,3	18,8	-8,8	38,5
FERTE-ALAIS (LA)	3 211	1 081	12,6	13,0	1,1	872	70,6	65,6	7,7	-11,9	34,2
FLEURY-MEROGIS	9 677	1 462	73,2	15,3	3,1	1 244	74,0	67,2	8,6	-15,6	38,4
FONTAINE-LA-RIVIERE	143	66				32	62,5	50,0		15,1	29,5
FONTENAY-LES-BRIIS	1 567	528		12,5	1,5	432	71,3	63,9	14,5	1,0	26,9
FONTENAY-LE-VICOMTE	744	241	10,8	15,8	2,1	208	63,5	59,6	9,7	-22,5	31,1
FORET-LE-ROI (LA)	338	115		13,9		96	62,5	58,3		-24,7	35,0
FORET-SAINTE-CROIX (LA)	109	43				36	44,4	44,4			36,0
FORGES-LES-BAINS	2 757	870		13,6	2,4	752	70,7	65,4	6,5	-1,5	27,2
GIF-SUR-YVETTE	19 754	6 555	10,8	12,6	1,6	5 440	70,3	61,6	8,5	35,9	19,0
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	574	196		10,7		168	59,5	54,8	4,3	-23,6	32,6
GOMETZ-LA-VILLE	887	263		15,6		228	68,4	54,4	6,5	15,8	19,0
GOMETZ-LE-CHATEL	1 763	602		13,0	1,5	500	64,8	53,6	6,0	26,3	22,5
GRANGES-LE-ROI (LES)	846	278		10,1	1,8	256	60,9	53,1	8,8	-13,5	28,9
GRIGNY	24 920	8 318	37,0	16,5	5,8	6 300	71,3	64,0	18,5	-30,7	46,8
GUIBEVILLE	217	70		14,3		56	71,4	71,4		14,7	39,3

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	757	224		19,6		200	82,0	70,0	5,7	3,7	33,0
GUILLERVAL	686	244		11,9	2,5	200	64,0	54,0	3,7	-17,6	35,7
IGNY	9 428	3 406	18,9	8,6	2,4	2 748	61,4	50,5	10,4	7,4	24,4
ITTEVILLE	4 685	1 581	4,5	12,0	1,5	1 368	66,1	57,3	6,6	-7,5	29,8
JANVILLE-SUR-JUINE	1 714	610	4,3	8,0		508	58,3	50,4	1,6	10,9	27,9
JANVRY	487	167		10,2		148	64,9	51,4	10,5	17,2	19,7
JUVISY-SUR-ORGE	11 816	5 414	12,0	4,3	2,6	3 412	47,5	40,0	13,2	1,0	28,8
LARDY	3 658	1 341	1,0	9,6	0,9	1 092	56,4	48,4	5,3	-5,7	27,5
LEUDEVILLE	966	317		14,8		276	66,7	63,8	6,8	0,0	27,1
LEUVILLE-SUR-ORGE	2 463	837		11,8	3,0	676	64,5	59,8	6,9	-6,7	32,9
LIMOURS	6 324	2 092	9,3	13,0	1,2	1 716	69,7	62,2	7,5	10,5	26,3
LINAS	4 767	1 575	4,1	10,4	3,4	1 292	64,7	56,3	13,2	-10,2	31,8
LISSES	6 860	1 983	27,3	17,7	1,2	1 776	83,6	76,8	10,6	-8,3	28,9
LONGJUMEAU	19 864	7 157	32,7	9,6	3,1	5 648	67,3	56,2	14,1	-12,6	30,8
LONGPONT-SUR-ORGE	4 807	1 466		10,8	2,0	1 268	69,7	60,3	9,9	3,3	25,2
MAISSE	2 495	841		12,7	3,0	668	62,9	54,5	5,5	-25,9	40,8
MARCOUSSIS	5 680	1 880	4,2	10,7	1,2	1 584	65,7	57,3	7,5	-1,2	28,7
MAROLLES-EN-BEAUCE	160	49		24,5		40	60,0	60,0			30,8
MAROLLES-EN-HUREPOIX	4 126	1 393	13,7	11,5	1,5	1 176	70,1	61,9	8,2	-4,2	26,9
MASSY	38 574	13 979	32,1	9,3	3,2	10 568	62,5	53,7	15,4	-8,1	31,6
MAUCHAMPS	247	80		10,0		76	63,2	47,4		-15,4	20,0
MENNECY	11 048	3 761	11,8	10,3	0,8	3 176	67,9	59,4	10,6	10,5	24,8
MEREVILLE	2 844	1 066	4,3	8,2	1,4	804	65,2	57,2	10,4	-23,4	38,7
MEROBERT	413	131		22,1		100	68,0	60,0		4,7	46,4
MESPUITS	138	51		9,8		40	40,0	30,0		0,0	35,3
MILLY-LA-FORET	4 307	1 554	3,1	11,3	3,2	1 204	59,8	53,8	10,5	-14,8	40,6
MOIGNY-SUR-ECOLE	1 011	362		9,9	3,0	284	63,4	56,3	7,5	-13,2	37,9
MOLIERES (LES)	1 559	477	3,6	13,6		424	74,5	65,1	2,9	16,4	19,4
MONDEVILLE	581	194		13,4		160	65,0	60,0	4,2	5,9	31,3

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
MONNERVILLE	375	127		13,4		108	59,3	55,6	6,7	-8,1	40,7
MONTGERON	21 677	7 973	26,0	8,3	2,1	6 068	58,6	48,4	12,1	-8,9	32,7
MONTLHERY	5 195	1 806	7,1	9,9	3,1	1 388	66,3	60,2	9,1	-13,1	32,1
MORANGIS	10 043	3 646	9,7	7,9	1,9	2 932	59,5	47,5	8,3	-13,9	29,6
MORIGNY-CHAMPIGNY	3 656	1 224		11,0	0,7	1 032	67,8	58,5	5,3	-9,2	25,4
MORSANG-SUR-ORGE	19 401	6 986	23,2	8,5	2,2	5 768	61,4	52,6	11,1	-12,0	32,0
MORSANG-SUR-SEINE	350	118		11,0		104	65,4	57,7		2,4	17,7
NAINVILLE-LES-ROCHES	418	138	8,7	12,3		116	79,3	72,4			
NORVILLE (LA)	3 822	1 269	6,3	12,4	1,1	1 076	68,8	60,6	14,3	-26,0	32,2
NOZAY	2 636	817	3,1	11,9	2,4	728	74,7	63,2	8,0	-3,0	27,7
OLLAINVILLE	3 555	1 045	1,1	16,7	1,4	920	72,2	63,0	8,7	-7,5	26,2
ONCY-SUR-ECOLE	699	234		10,3		188	66,0	57,4	5,5	-5,1	30,3
ORMOY	904	306	5,2	14,1		256	68,8	57,8	3,7	-10,3	34,2
ORMOY-LA-RIVIERE	874	278		12,6		244	59,0	47,5	13,5	-16,8	29,9
ORSAY	14 863	5 244	2,8	8,9	1,4	3 828	57,1	48,1	7,6	-5,1	28,8
ORVEAU	136	45				40	60,0	60,0		29,8	23,3
PALAISEAU	28 395	10 742	16,9	7,9	2,1	8 064	62,0	52,7	16,7		44,4
PARAY-VIEILLE-POSTE	7 214	2 708	10,6	8,1	2,8	2 108	54,6	47,4	12,1	6,6	25,6
PECQUEUSE	474	150		12,7		140	65,7	45,7	9,6	-17,7	30,6
PLESSIS-PATE (LE)	2 798	875		9,3		800	76,0	65,5		-13,1	31,2
PLESSIS-SAINT-BENOIST	259	93		7,5		84	57,1	52,4	5,3	12,8	17,6
PRUNAY-SUR-ESSONNE	279	101		13,9		80	50,0	50,0		-10,2	38,4
PUISELET-LE-MARAIS	245	85		16,5		72	55,6	44,4	10,0	-12,7	44,9
PUSSAY	1 494	570		8,1	2,3	416	56,7	50,0		14,2	34,4
QUINCY-SOUS-SENART	7 079	2 490	15,5	10,9	2,4	1 980	63,2	53,9	5,8	-47,4	42,6
RICHARVILLE	370	112		17,0		100	76,0	72,0	8,6	-7,4	31,1
RIS-ORANGIS	24 677	9 361	27,5	7,7	2,3	7 124	60,9	52,0		-2,2	32,5
ROINVILLE	695	219		14,2		196	71,4	63,3	13,9	-7,7	31,1
ROINVILLIERS	45	16				12			9,7	-16,7	29,2

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
SACLAS	1 496	533	9,9	10,1	1,7	424	59,4	55,7	5,1	-25,0	42,1
SACLAY	2 894	970	5,6	9,5	0,8	824	68,0	59,7	4,9	7,3	18,3
SAINT-AUBIN	736	230		13,9		208	76,9	71,2	2,7	34,8	8,9
SAINT-CHERON	4 082	1 452	12,7	10,4	2,1	1 176	59,2	51,4	11,9	-13,0	32,9
SAINT-CYR-LA-RIVIERE	399	141		9,9		116	51,7	48,3		-9,6	31,1
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	846	306		9,8		256	57,8	51,6	6,1	2,0	25,2
SAINT-ESCOBILLE	429	130		16,2		120	66,7	63,3		-21,3	33,1
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	31 286	11 124	26,7	10,2	2,5	8 800	63,0	53,4	12,3	-14,7	34,0
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	7 607	2 490	28,4	11,4	3,3	2 120	67,0	59,4	13,7	-26,4	34,8
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	6 141	1 925	2,3	12,2	0,4	1 760	73,2	62,7	7,6	21,9	19,4
SAINT-HILAIRE	338	116		11,2		100	56,0	56,0		-2,5	26,0
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	265	93		14,0		72	66,7	61,1		-9,6	28,3
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	1 279	394		12,4		344	77,9	67,4	5,2	-2,7	24,8
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	20 771	7 539	10,7	9,3	2,6	5 988	65,1	56,6	13,1	-2,8	28,7
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	3 342	1 018	5,8	15,2	1,3	944	75,4	67,8	7,5	-0,8	29,5
SAINTRY-SUR-SEINE	4 929	1 557	5,2	13,7	1,3	1 384	67,6	57,8	5,0	-8,2	27,8
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	279	102		10,8		72	33,3	22,2		3,5	39,6
SAINT-VRAIN	2 307	819		9,3	1,2	640	62,5	49,4	10,1	-0,4	31,0
SAINT-YON	770	249		15,3		212	75,5	64,2	8,8	7,6	26,6
SAULX-LES-CHARTREUX	4 141	1 412	11,3	10,7	1,5	1 172	67,9	61,1	12,3	-1,9	28,5
SAVIGNY-SUR-ORGE	33 295	12 761	13,8	7,8	2,5	9 692	56,9	47,8	10,6	-6,5	29,0
SERMAISE	1 375	477		8,4	2,3	420	62,9	53,3	7,1	-5,5	25,3
SOISY-SUR-ECOLE	1 311	614		5,9	1,3	332	51,8	45,8	2,6	-17,5	27,9
SOISY-SUR-SEINE	7 145	2 328	9,6	11,2	1,0	1 924	69,9	61,5	9,5	25,4	21,3
SOUZY-LA-BRICHE	361	97	9,3	16,5		80	75,0	75,0	13,3	-26,7	49,7
TIGERY	1 140	316		19,0	1,6	280	80,0	75,7	3,8	-3,2	35,6
TORFOU	214	77		7,8		64	62,5	56,3		15,1	24,0
ULIS (LES)	27 164	8 992	44,1	13,7	5,5	7 100	75,3	67,5	17,5	-9,2	36,4
VALPUISEAUX	542	175		14,9	3,4	152	63,2	60,5	8,7	-19,0	36,5

LES CARACTERISTIQUES GENERALES

COMMUNES	RESIDENCES PRINCIPALES					FAMILLES			Taux de familles monoparentales parmi celles ayant au moins un enfant de moins de 20 ans (%)	Indice "cadres-ouvriers" (%)	Taux de foyers fiscaux non imposés (%)
	Population sans doubles comptes	Nombre	dont HLM (%)	dont occupées par 5 personnes ou plus (%)	dont logements surpeuplés (%)	Nombre	dont avec enfant(s) de moins de 25 ans (%)	dont avec enfant(s) de moins de 20 ans (%)			
VAL-SAINT-GERMAIN (LE)	1 147	393		9,9		312	70,5	60,3	6,4	7,6	30,7
VARENNES-JARCY	1 687	567		10,9		488	67,2	58,2	5,6	17,2	22,4
VAUGRIGNEUSE	903	300		10,7	1,7	256	75,0	60,9	10,3	19,6	26,3
VAUHALLAN	1 795	649		7,7	1,8	516	57,4	44,2	12,3	6,6	22,9
VAYRES-SUR-ESSONNE	767	264		9,5		216	64,8	57,4			
VERRIERES-LE-BUISSON	15 710	5 422	14,9	11,0	1,5	4 364	64,0	55,9	12,5	-18,7	32,8
VERT-LE-GRAND	1 477	503	3,6	11,3		416	63,5	52,9	1,8	27,4	21,3
VERT-LE-PETIT	2 025	738	21,4	9,8	1,2	572	63,6	54,5	15,4	0,0	30,2
VIDELLES	551	210		11,9		148	64,9	59,5	4,5	-7,6	30,5
VIGNEUX-SUR-SEINE	25 203	8 713	37,4	12,2	4,1	7 000	63,6	54,8	12,7	-10,4	37,2
VILLABE	2 995	977	5,2	14,7	2,5	812	70,9	62,1	7,9	-24,3	35,5
VILLEBON-SUR-YVETTE	9 080	3 290	8,1	7,6	1,5	2 624	66,3	58,2	8,9	-22,0	31,5
VILLECONIN	528	188		10,6		160	52,5	40,0	18,8	18,1	21,9
VILLE-DU-BOIS (LA)	5 404	1 771	2,6	12,4	3,3	1 472	71,2	64,7	8,0	6,6	30,2
VILLEJUST	1 324	403		14,4	2,2	340	75,3	69,4	5,1	-18,7	33,5
VILLEMORISON-SUR-ORGE	6 404	2 147	7,2	10,2	1,2	1 788	68,5	60,0	5,1	-14,3	33,6
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	496	161		11,8		140	71,4	60,0	6,7	9,7	22,7
VILLIERS-LE-BACLE	953	289	1,7	17,3		268	73,1	64,2	4,8	-20,6	34,9
VILLIERS-SUR-ORGE	3 704	1 252	0,9	7,5	1,0	1 064	71,8	61,7	11,6	13,3	24,5
VIRY-CHATILLON	30 580	11 216	29,2	9,5	2,7	8 596	63,3	54,4	9,8	4,4	22,0
WISSOUS	4 888	1 675	0,3	10,0	2,3	1 376	63,1	54,9	14,9	-12,9	33,0
YERRES	27 136	9 960	11,8	7,2	1,5	7 960	62,8	54,7	6,3	-4,9	25,6
ESSONNE	1 084 824	379 272	20,1	10,4	2,6	299 256	64,7	56,3	11,8	-6,7	31,5

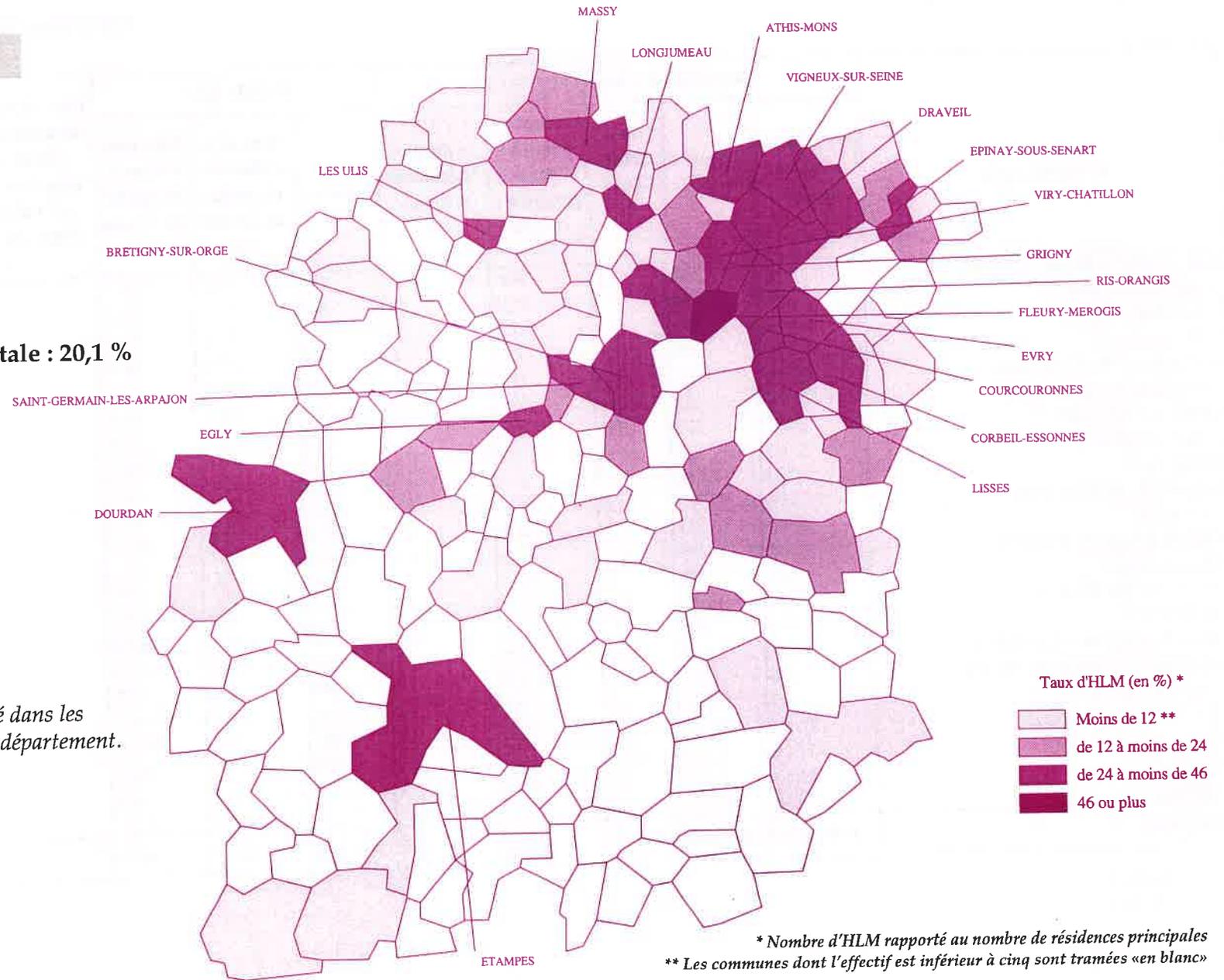
Sources : Insee-RP 1990

DGI 1991

Le parc social

Moyenne départementale : 20,1 %

Le parc social est concentré dans les communes du nord-est du département.



LES ALLOCATAIRES

ville universitaire, il s'agit de plus d'un allocataire sur deux.

A Courcouronnes*, Mennecy, Morsang-sur-Orge, Verrières-le-Buisson, Saint-Germain-lès-Arpaçon et Verres, plus de quatre allocataires sur cinq ont des enfants à charge.

Un allocataire sur cinq du département a au moins trois enfants à charge. Cette part est plus élevée à Grigny et Courcouronnes.

Les familles monoparentales représentent 13 % des allocataires. Leur poids atteint 18 % à Epinay-sous-Sénart et 19 % à Grigny.

Au 31 Décembre 1993, 143 823 allocataires percevoient au moins une prestation de la CAF, ce qui représente 38 % des ménages et, avec leur famille, 43 % de la population.

Dans ce chapitre ne sont analysées en détail que les communes de plus de 1 000 allocataires, soit 35 communes.

Juvisy apparaît comme la commune la moins concernée par la CAF, un ménage sur quatre est allocataire et Evry, la plus concernée avec deux ménages sur trois.

Un allocataire de l'Essonne sur quatre n'a pas d'enfant à charge ; à Orsay,

* Commune appartenant à la ville nouvelle d'Evry.

Ménage : on appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement, quels que soient les liens qui les unissent. Un ménage peut être composé d'une famille, de deux familles, d'une personne seule, etc. Le nombre de ménages est égal au nombre de résidences principales.

Allocataires : il s'agit des allocataires bénéficiaires d'une ou plusieurs prestations payées pour décembre 1993 ou ayant perçu entre avril et septembre une allocation de garde d'enfant à domicile ou une aide à la famille

pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée. Ne sont pas dénombrés : les travailleurs résidant dans le département dont la famille réside dans un pays étranger, les forains nomades, etc.

Taux de couverture des ménages : il rapporte le nombre d'allocataires au nombre de ménages recensés en 1990.

Taux de population concernée par la CAF : il rapporte la population concernée par la CAF à la population en 1990.

La population concernée par la CAF est constituée des allocataires et de leur conjoint éventuel, des enfants à charge et des autres personnes à charge prises en compte pour le calcul de certaines allocations.

Les enfants considérés à charge ont moins de 18 ans ou, s'ils sont en formation ou étudiants, moins de 20 ans.

POUR MIEUX COMPRENDRE

LES ALLOCATAIRES

Le présent document a pour objet de définir les conditions de location des locaux situés au sein de l'immeuble ci-dessus désigné, et de préciser les obligations des parties contractantes.

Il est convenu entre les parties que :

1. Le locataire s'engage à payer le loyer et les charges afférentes à la location, conformément aux modalités prévues au présent contrat.

2. Le locataire s'engage à utiliser les locaux conformément à leur destination et à ne pas les louer à un tiers sans l'autorisation écrite du bailleur.

3. Le locataire s'engage à effectuer les réparations d'entretien courant et à signaler immédiatement au bailleur toute détérioration ou dommage subi par les locaux.

4. Le locataire s'engage à respecter les règles de sécurité et d'hygiène en vigueur dans l'immeuble et à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la solidité ou la sécurité de l'immeuble.

5. Le locataire s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile locataire et à fournir au bailleur le justificatif de cette assurance.

6. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de modifications de destination ou de structure des locaux sans l'autorisation écrite du bailleur.

7. Le locataire s'engage à respecter les horaires de silence et à ne pas effectuer de travaux bruyants pendant les heures de repos.

8. Le locataire s'engage à ne pas utiliser les locaux pour des activités illicites ou contraires à l'ordre public.

9. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la sécurité ou la santé des occupants de l'immeuble.

10. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la destination des locaux.

11. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la destination des locaux.

12. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la destination des locaux.

13. Le locataire s'engage à ne pas effectuer de travaux de nature à compromettre la destination des locaux.

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	70	37	52,9	38,6	54,1	21,6	13,5
ANGERVILLE	1 040	417	40,1	47,7	25,7	25,4	9,6
ANGERVILLIERS	366	183	50,0	57,6	13,1	27,3	8,7
ARPAJON	3 435	1 500	43,7	46,0	42,1	12,5	12,5
ARRANCOURT	32	13	40,6	54,0			
ATHIS-MONS	10 599	3 915	36,9	40,9	31,3	16,0	13,8
AUTHON-LA-PLAINE	97	40	41,2	50,3	20,0	27,5	
AUVERNAUX	85	26	30,6	43,8		26,9	
AUVERS-SAINT-GEORGES	344	98	28,5	36,5	12,2	22,4	12,2
AVRAINVILLE	177	60	33,9	44,3		30,0	
BALLAINVILLIERS	791	229	29,0	33,5	10,9	20,5	8,3
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	2 212	750	33,9	40,5	24,5	19,7	8,8
BAULNE	391	133	34,0	43,6	10,5	31,6	9,0
BIEVRES	1 565	437	27,9	36,4	17,2	19,2	9,6
BLANDY	36	7	19,4	27,9			
BOIGNEVILLE	173	43	24,9	32,5	20,9	20,9	11,6
BOIS-HERPIN	21	5	23,8	30,5			
BOISSY-LA-RIVIERE	155	36	23,2	30,0		13,9	19,4
BOISSY-LE-CUTTE	327	132	40,4	48,9	9,1	22,0	5,3
BOISSY-LE-SEC	172	54	31,4	43,8	11,1	35,2	9,3
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	1 020	447	43,8	50,7	14,3	28,2	8,1
BONDOUFLE	2 318	907	39,1	44,0	9,9	20,0	11,0
BOULLAY-LES-TROUX	161	47	29,2	35,0	17,0	27,7	
BOURAY-SUR-JUINE	607	180	29,7	37,6	12,8	16,1	8,9
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	2 167	584	26,9	33,1	18,3	15,2	14,4
BOUTERVILLIERS	91	25	27,5	35,1		24,0	
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	889	303	34,1	45,0	11,9	24,8	7,3
BOUVILLE	188	51	27,1	35,4	11,8	19,6	
BRETIGNY-SUR-ORGE	6 706	2 606	38,9	44,0	23,5	19,5	13,0

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
BREUILLET	2 361	832	35,2	40,1	16,7	22,0	13,9
BREUX-JOUY	360	127	35,3	40,8	15,7	15,0	9,4
BRIERES-LES-SCELLES	285	82	28,8	35,6	14,6	20,7	
BRIIS-SOUS-FORGES	775	390	50,3	62,7	15,1	19,7	11,0
BROUY	43	7	16,3	28,4			
BRUNOY	9 063	2 627	29,0	35,0	24,1	16,4	13,1
BRUYERES-LE-CHATEL	846	343	40,5	50,1	12,0	21,0	9,9
BUNO-BONNEVAUX	145	42	29,0	38,6	16,7	28,6	
BURES-SUR-YVETTE	2 993	1 305	43,6	38,4	46,1	14,9	5,3
CERNY	910	319	35,1	45,1	6,6	25,7	6,9
CHALO-SAINT-MARS	360	119	33,1	40,8	15,1	22,7	9,2
CHALOU-MOULINEUX	146	42	28,8	42,9		23,8	
CHAMARANDE	342	111	32,5	45,2	9,9	18,9	12,6
CHAMPCUEIL	615	293	47,6	39,8	18,8	21,5	10,9
CHAMPLAN	873	208	23,8	29,3	18,3	20,7	10,6
CHAMPMOTTEUX	82	19	23,2	33,2			
CHATIGNONVILLE	31	6	19,4	27,9			
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	29	8	27,6	42,9			
CHEPTAINVILLE	456	123	27,0	34,1	9,8	17,1	10,6
CHEVANNES	376	131	34,8	43,6	6,9	21,4	12,2
CHILLY-MAZARIN	6 247	2 125	34,0	39,8	23,7	12,5	14,5
CONGERVILLE-THIONVILLE	64	25	39,1	57,2		32,0	
CORBEIL-ESSONNES	14 950	7 181	48,0	52,8	36,1	17,7	14,4
CORBREUSE	431	144	33,4	39,4	11,8	23,6	11,8
COUDRAY-MONTCEAUX (LE)	969	324	33,4	42,4	22,5	14,2	14,2
COURANCES	119	41	34,5	38,6	31,7	14,6	
COURCOURONNES	4 115	2 007	48,8	54,7	17,3	26,7	17,2
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	77	24	31,2	39,0		25,0	
COURSON-MONTELOUP	150	53	35,3	44,2	9,4	22,6	

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
CROSNE	2 814	886	31,5	39,0	16,9	18,4	12,3
DANNEMOIS	210	53	25,2	34,4	9,4	17,0	
D'HUISON-LONGUEVILLE	386	121	31,3	40,3	9,1	24,8	5,0
DOURDAN	3 162	1 313	41,5	46,4	27,4	18,7	13,4
DRAVEIL	9 774	3 434	35,1	40,3	24,4	18,1	14,5
ECHARCON	180	72	40,0	47,2	12,5	19,4	9,7
EGLY	1 567	624	39,8	47,6	14,7	22,9	12,7
EPINAY-SOUS-SENART	4 273	2 065	48,3	49,7	24,7	18,8	17,6
EPINAY-SUR-ORGE	3 073	1 200	39,0	37,9	31,2	14,8	11,0
ESTOUCHES	66	21	31,8	40,2	28,6	38,1	
ETAMPES	7 692	3 966	51,6	52,5	39,1	15,8	14,1
ETIOLLES	711	218	30,7	38,4	13,3	22,0	7,3
ETRECHY	2 135	607	28,4	34,0	21,9	18,1	10,9
EVRY	15 558	9 918	63,7	63,5	36,6	18,0	15,7
FERTE-ALAIS (LA)	1 081	511	47,3	54,0	21,9	19,8	9,6
FLEURY-MEROGIS	1 462	738	50,5	25,6	18,8	21,4	18,7
FONTAINE-LA-RIVIERE	66	14	21,2	37,1			
FONTENAY-LES-BRIIS	528	183	34,7	45,8	6,0	24,6	10,4
FONTENAY-LE-VICOMTE	241	89	36,9	45,1	11,2	23,6	5,6
FORET-LE-ROI (LA)	115	28	24,3	28,3	21,4		
FORET-SAINTE-CROIX (LA)	43	5	11,6	19,3			
FORGES-LES-BAINS	870	334	38,4	46,8	12,3	27,5	6,3
GIF-SUR-YVETTE	6 555	2 662	40,6	45,0	25,4	20,8	7,8
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	196	46	23,5	29,6	15,2	21,7	
GOMETZ-LA-VILLE	263	87	33,1	39,8	9,2	25,3	
GOMETZ-LE-CHATEL	602	170	28,2	32,9	21,2	21,8	12,4
GRANGES-LE-ROI (LES)	278	72	25,9	31,9	12,5	22,2	
GRIGNY	8 318	4 686	56,3	60,9	27,7	22,9	19,4
GUIBEVILLE	70	43	61,4	76,5		25,6	

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	224	95	42,4	47,9	10,5	18,9	7,4
GUILLERVAL	244	64	26,2	37,1		26,6	9,4
IGNY	3 406	985	28,9	35,4	22,1	17,9	10,4
ITTEVILLE	1 581	502	31,8	41,0	8,0	24,1	10,2
JANVILLE-SUR-JUINE	610	173	28,4	36,3	15,0	20,2	9,8
JANVRY	167	34	20,4	25,5		23,5	
JUVISY-SUR-ORGE	5 414	1 409	26,0	33,4	37,0	12,6	13,1
LARDY	1 341	373	27,8	37,5	12,3	20,1	7,8
LEUDEVILLE	317	114	36,0	48,2	5,3	25,4	
LEUVILLE-SUR-ORGE	837	400	47,8	58,5	17,3	23,3	7,0
LIMOURS	2 092	857	41,0	49,6	14,4	21,7	9,2
LINAS	1 575	565	35,9	40,0	21,2	17,7	9,6
LISSES	1 983	941	47,5	48,6	18,3	21,7	11,4
LONGJUMEAU	7 157	2 909	40,6	47,0	25,6	16,3	13,8
LONGPONT-SUR-ORGE	1 466	536	36,6	39,9	17,2	19,6	8,6
MAISSE	841	329	39,1	46,6	18,2	23,7	9,4
MARCOUSSIS	1 880	721	38,4	44,5	19,3	20,1	9,0
MAROLLES-EN-BEAUCE	49	23	46,9	48,8			
MAROLLES-EN-HUREPOIX	1 393	438	31,4	36,3	20,3	18,5	8,9
MASSY	13 979	5 189	37,1	41,2	30,7	16,6	14,7
MAUCHAMPS	80	19	23,8	30,4			
MENNECY	3 761	1 298	34,5	41,9	15,6	20,3	11,9
MEREVILLE	1 066	337	31,6	40,5	19,0	16,9	7,1
MEROBERT	131	45	34,4	45,4		31,1	
MESPUITS	51	15	29,4	33,3			
MILLY-LA-FORET	1 554	546	35,1	43,1	21,4	19,4	9,7
MOIGNY-SUR-ECOLE	362	119	32,9	42,5	14,3	17,6	7,6
MOLIERES (LES)	477	112	23,5	28,7	8,0	28,6	12,5
MONDEVILLE	194	63	32,5	43,3		27,0	7,9

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
MONNERVILLE	127	37	29,1	34,7	24,3	24,3	
MONTGERON	7 973	2 892	36,3	39,1	34,9	14,3	12,9
MONTLHERY	1 806	777	43,0	47,9	27,0	15,4	7,5
MORANGIS	3 646	1 011	27,7	34,1	20,5	17,5	10,8
MORIGNY-CHAMPIGNY	1 224	363	29,7	37,3	10,5	23,7	9,4
MORSANG-SUR-ORGE	6 986	2 264	32,4	38,5	20,1	14,8	15,1
MORSANG-SUR-SEINE	118	28	23,7	28,7	17,9	25,0	
NAINVILLE-LES-ROCHES	138	46	33,3	40,7		10,9	10,9
NORVILLE (LA)	1 269	384	30,3	38,4	9,9	24,0	10,9
NOZAY	817	310	37,9	42,8	12,6	18,4	11,6
OLLAINVILLE	1 045	337	32,2	36,4	11,3	29,1	7,1
ONCY-SUR-ECOLE	234	86	36,8	49,8	5,8	26,7	
ORMOY	306	110	35,9	41,2	19,1	20,0	11,8
ORMOY-LA-RIVIERE	278	92	33,1	40,5	7,6	23,9	12,0
ORSAY	5 244	2 278	43,4	37,1	55,7	12,6	5,1
ORVEAU	45	20	44,4	58,2			
PALAISEAU	10 742	3 030	28,2	35,2	21,2	16,7	14,1
PARAY-VIEILLE-POSTE	2 708	722	26,7	32,2	23,1	13,9	11,4
PECQUEUSE	150	47	31,3	38,2		25,5	14,9
PLESSIS-PATE (LE)	875	220	25,1	29,1	7,7	15,0	10,9
PLESSIS-SAINT-BENOIST	93	25	26,9	37,5		28,0	
PRUNAY-SUR-ESSONNE	101	23	22,8	33,3		26,1	
PUISELET-LE-MARAIS	85	17	20,0	26,5		29,4	
PUSSAY	570	215	37,7	44,8	32,6	19,1	7,4
QUINCY-SOUS-SENART	2 490	835	33,5	40,7	21,1	21,2	13,1
RICHARVILLE	112	38	33,9	39,1	15,8	31,6	
RIS-ORANGIS	9 361	3 171	33,9	40,4	25,7	15,2	14,9
ROINVILLE	219	83	37,9	49,4		27,7	8,4
ROINVILLIERS	16	9	56,3	82,2			

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
SACLAS	533	204	38,3	50,2	13,2	24,5	8,8
SACLAY	970	276	28,5	36,7	9,1	22,8	5,8
SAINT-AUBIN	230	75	32,6	42,2		33,3	
SAINT-CHERON	1 452	552	38,0	46,2	20,1	19,0	12,3
SAINT-CYR-LA-RIVIERE	141	42	29,8	42,4		31,0	16,7
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	306	71	23,2	32,0	8,5	16,9	11,3
SAINT-ESCOBILLE	130	46	35,4	42,0		21,7	
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	11 124	4 180	37,6	42,8	26,9	18,1	13,9
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	2 490	1 102	44,3	49,8	17,7	20,3	16,1
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	1 925	717	37,2	45,5	7,9	22,9	8,9
SAINT-HILAIRE	116	30	25,9	35,8		30,0	
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	93	18	19,4	27,8		38,9	27,8
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	394	115	29,2	35,1	8,7	25,2	7,0
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	7 539	2 595	34,4	41,9	20,5	19,0	13,9
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	1 018	597	58,6	71,3	8,2	32,0	8,7
SAINTRY-SUR-SEINE	1 557	559	35,9	43,0	11,1	25,6	11,1
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	102	55	53,9	71,3		27,3	41,8
SAINT-VRAIN	819	307	37,5	37,5	39,7	13,0	4,6
SAINT-YON	249	77	30,9	39,3	10,4	31,2	7,8
SAULX-LES-CHARTREUX	1 412	515	36,5	44,5	10,9	17,7	12,4
SAVIGNY-SUR-ORGE	12 761	3 919	30,7	38,2	25,2	16,6	11,7
SERMAISE	477	119	24,9	33,8	6,7	23,5	7,6
SOISY-SUR-ECOLE	614	107	17,4	29,9	15,0	18,7	8,4
SOISY-SUR-SEINE	2 328	806	34,6	39,7	19,0	19,9	9,9
SOUZY-LA-BRICHE	97	24	24,7	23,8		25,0	
TIGERY	316	177	56,0	56,6	19,2	23,7	3,4
TORFOU	77	18	23,4	34,1		27,8	
ULIS (LES)	8 992	4 257	47,3	50,6	27,2	20,7	15,2
VALPUISEAUX	175	41	23,4	28,6	12,2	29,3	14,6

LES ALLOCATAIRES

COMMUNES	Ménages	Allocataires	Taux de couverture des ménages (%)	Taux de population concernée par la CAF (%)	ALLOCATAIRES		
					sans enfant (%)	avec 3 enfants ou plus (%)	parent isolé (%)
VAL-SAINT-GERMAIN (LE)	393	119	30,3	40,8	7,6	25,2	4,2
VARENNES-JARCY	567	180	31,7	39,7	8,9	20,0	12,2
VAUGRIGNEUSE	300	99	33,0	40,9	15,2	26,3	10,1
VAUHALLAN	649	178	27,4	36,8	11,8	19,1	4,5
VAYRES-SUR-ESSONNE	264	85	32,2	45,8	5,9	28,2	
VERRIERES-LE-BUISSON	5 422	1 702	31,4	37,7	19,7	22,2	11,6
VERT-LE-GRAND	503	157	31,2	38,1	15,9	18,5	5,7
VERT-LE-PETIT	738	256	34,7	44,9	11,7	17,6	12,5
VIDELLES	210	52	24,8	36,9		21,2	
VIGNEUX-SUR-SEINE	8 713	3 515	40,3	46,2	23,6	19,9	15,1
VILLABE	977	496	50,8	63,2	12,1	25,4	6,3
VILLEBON-SUR-YVETTE	3 290	951	28,9	36,1	18,2	17,1	10,7
VILLECONIN	188	51	27,1	38,4		23,5	
VILLE-DU-BOIS (LA)	1 771	736	41,6	48,2	16,4	19,7	10,5
VILLEJUST	403	183	45,4	52,2	10,4	22,4	8,7
VILLEMORISON-SUR-ORGE	2 147	687	32,0	38,5	17,8	22,6	8,6
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	161	47	29,2	40,8		38,3	
VILLIERS-LE-BACLE	289	109	37,7	39,6	20,2	17,4	9,2
VILLIERS-SUR-ORGE	1 252	404	32,3	38,5	13,6	16,6	11,9
VIRY-CHATILLON	11 216	3 557	31,7	37,7	24,7	17,4	14,3
WISSOUS	1 675	578	34,5	42,7	13,7	17,5	9,2
YERRES	9 960	2 910	29,2	36,2	18,9	14,7	12,7
ESSONNE	379 272	143 823	37,9	43,2	25,4	18,5	12,9

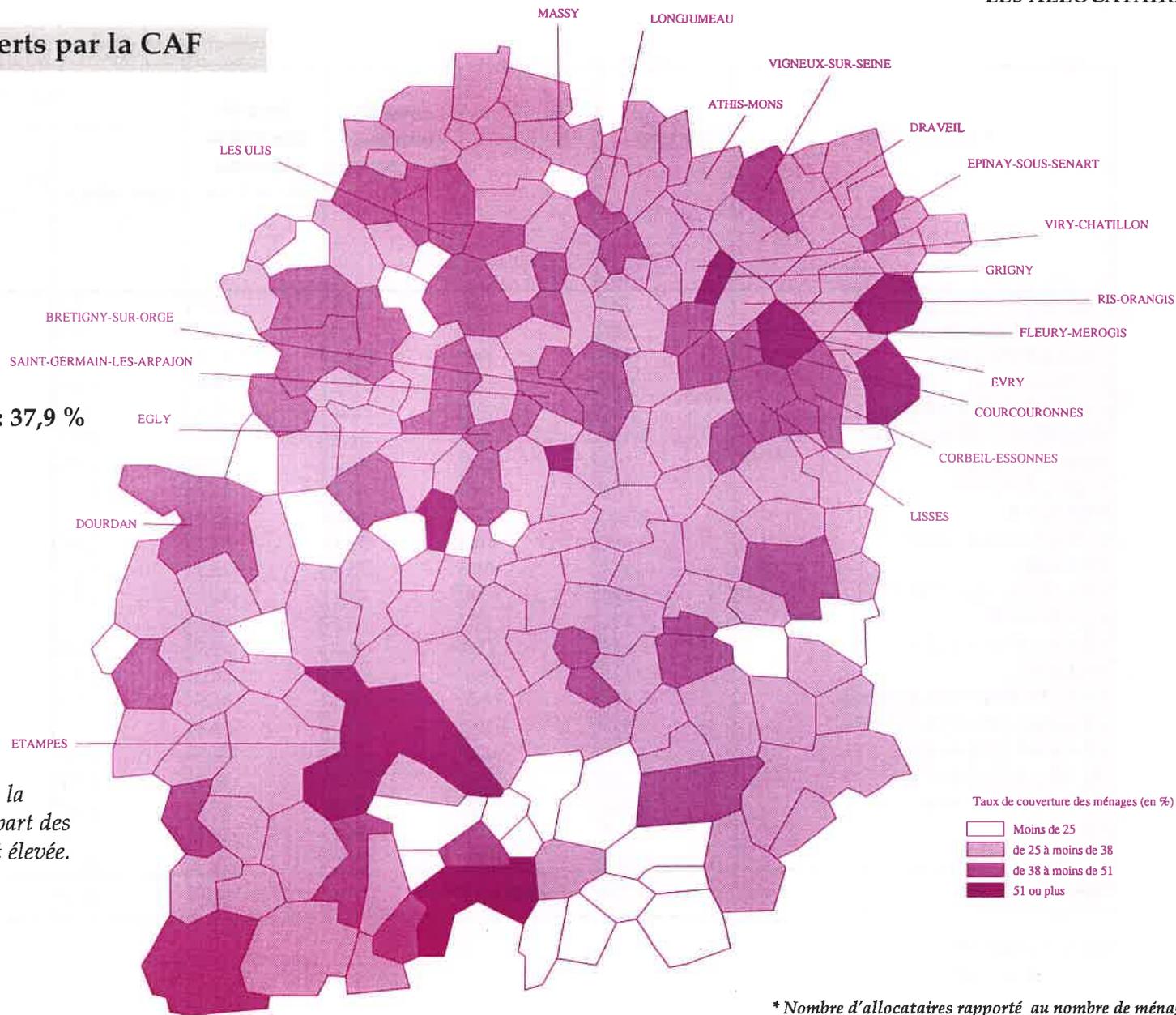
Sources : Insee-RP 1990

Caf au 31.12.1993

Les ménages couverts par la CAF

Moyenne départementale : 37,9 %

Dans les communes situées dans la moitié Nord du département, la part des ménages couverts par la CAF est élevée.



Taux de couverture des ménages (en %) *

- Moins de 25
- de 25 à moins de 38
- de 38 à moins de 51
- 51 ou plus

* Nombre d'allocataires rapporté au nombre de ménages

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

Au 31 Décembre 1993, 60 % des allocataires de l'Essonne perçoivent une ou des prestations liées à l'entretien des enfants : les allocations familiales (AF), le complément familial (CF), l'allocation de rentrée scolaire (ARS). Cette part varie de 38 % à Orsay où les allocataires sans enfant sont majoritaires, à 73 % à Mennecy où 84 % des allocataires ont des enfants à charge.

Dans ce chapitre ne sont analysées en détail que les 35 communes de plus de 1 000 allocataires.

Plus d'un allocataire sur quatre bénéficie d'une ou plusieurs prestations liées à l'enfance : allocation pour jeune enfant avec ou sans condition de ressources (APJE), allocation parentale d'éducation (APE), allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) et aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA). Dans quatre communes, il s'agit d'un allocataire sur trois : Courcouronnes, Grigny, Ris-Orangis et Saint-Germain-lès-Arpajon.

18 512 familles allocataires sont monoparentales. Près d'une sur deux reçoit l'allocation de soutien familial (ASF) et/ou l'allocation de parent isolé (API). C'est à Morangis que ces prestations sont le plus souvent versées aux parents isolés (58 %).

Plus de 19 000 familles allocataires ont besoin de faire garder leurs jeunes enfants de moins de trois ans. Une sur cinq a recours à l'AGED ou à l'AFEAMA, cette dernière étant majoritairement perçue (90 % des bénéficiaires).

Le taux de perception de ces prestations varie selon les communes : de 11% à Corbeil-Essonnes et Epinay-sous-Sénart, à 32 % à Saint-Germain-lès-Arpajon. La demande de ces prestations tient compte de l'offre locale en équipement d'accueil et de la diffusion de l'information.

Parmi les familles allocataires ayant au moins un enfant de moins de trois ans, 9 % perçoivent l'APE : 5 % à Juvisy et 13 % à Gif-sur-Yvette et Mennecy.

POUR MIEUX COMPRENDRE

Prestations d'entretien

AF : cette prestation mensuelle est versée sans condition de ressources aux familles de deux enfants ou plus ; le montant des AF varie selon le nombre d'enfants. Cette prestation peut être majorée en fonction de l'âge des enfants.

CF : il est attribué sous condition de ressources (hors prestations familiales) aux familles qui reçoivent les AF pour au moins trois enfants, tous âgés de plus de trois ans.

ARS : elle est versée une fois par an sous condition de ressources, aux familles ayant des enfants de 6 à 18 ans scolarisés ou en apprentissage.

Prestations liées à l'enfance

APJE : elle est versée sans condition de ressources du 4e mois de grossesse au 3e mois de l'enfant, et sous condition de ressources du 4e mois au 36e mois de l'enfant.

APE* : elle est destinée aux familles ayant au moins trois enfants à charge dont un âgé de moins de trois ans, dans le cas où un des parents cesse son activité professionnelle.

AGED* : elle est versée aux familles qui font garder leur enfant de moins de 3 ans par une employée au domicile.

AFEAMA : elle est attribuée aux familles qui emploient une professionnelle agréée par les services de la protection maternelle et infantile pour accueillir leur enfant de moins de 6 ans.

Prestations liées à la monoparentalité

ASF : elle est destinée aux familles monoparentales qui élèvent seules leurs enfants (dont le conjoint est décédé, inexistant ou défaillant) et aux familles qui recueillent un enfant à leur foyer.

API : elle permet aux parents isolés (ou à la femme enceinte) de disposer d'un certain niveau de ressources, soit pendant un an après le veuvage ou la séparation, soit jusqu'à trois ans du plus jeune enfant à charge. Ce niveau de ressources est fonction du nombre d'enfants.

Allocataires ayant besoin d'accueil pour leurs enfants

Ils correspondent aux familles dénombrées dans le fichier de la CAF ayant à charge un enfant de moins de 3 ans, où le couple ou la personne seule occupe un emploi.

* La loi du 25.07.1994 élargit les conditions d'attribution de l'APE et de l'AGED.

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	37	35,1		5					
ANGERVILLE	417	58,5	28,1	40	45,0	54	9,3	106	8,5
ANGERVILLIERS	183	74,3	24,6	16	62,5	33	27,3	48	
ARPAJON	1 500	41,1	25,9	188	35,1	189	24,9	366	7,7
ARRANCOURT	13	92,3						5	
ATHIS-MONS	3 915	53,7	24,9	542	46,7	471	16,1	940	7,6
AUTHON-LA-PLAINE	40	80,0	27,5			7		10	
AUVERNAUX	26	88,5	26,9					7	
AUVERS-SAINT-GEORGES	98	74,5	32,7	12	41,7	16	43,8	27	18,5
AVRAINVILLE	60	83,3	21,7			6		12	
BALLAINVILLIERS	229	72,9	25,8	19	52,6	25	44,0	54	
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	750	62,8	25,3	66	56,1	110	16,4	180	11,7
BAULNE	133	75,9	22,6	12	75,0	18		32	
BIEVRES	437	70,3	25,2	42	57,1	74	33,8	120	11,7
BLANDY	7	85,7							
BOIGNEVILLE	43	62,8	25,6	5		6		11	
BOIS-HERPIN	5								
BOISSY-LA-RIVIERE	36	63,9	33,3	7	71,4	6		12	
BOISSY-LE-CUTTE	132	78,0	31,8	7		22		37	
BOISSY-LE-SEC	54	81,5	38,9	5		9		18	
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	447	70,9	24,4	36	22,2	63	44,4	108	18,5
BONDOUFLE	907	77,8	24,0	100	46,0	160	21,3	246	8,1
BOULLAY-LES-TROUX	47	78,7	21,3					7	
BOURAY-SUR-JUINE	180	72,2	28,9	16	56,3	38	36,8	54	
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	584	65,6	28,9	84	35,7	101	29,7	164	7,3
BOUTERVILLIERS	25	76,0	44,0			8		12	
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	303	71,6	25,7	22	36,4	45	26,7	71	15,5
BOUVILLE	51	74,5	33,3			8		15	
BRETIGNY-SUR-ORGE	2 606	60,2	30,0	340	45,9	413	25,2	752	9,7
BREUILLET	832	70,2	25,0	116	56,0	119	12,6	212	11,3

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
BREUX-JOUY	127	70,9	22,0	12	75,0	23	21,7	33	
BRIERES-LES-SCELLES	82	80,5	15,9			8		14	
BRIIS-SOUS-FORGES	390	71,0	29,7	43	46,5	67	32,8	116	15,5
BROUY	7	100,0							
BRUNOY	2 627	60,0	25,6	344	44,5	348	22,1	651	8,9
BRUYERES-LE-CHATEL	343	73,5	35,0	34	47,1	54	31,5	111	17,1
BUNO-BONNEVAUX	42	76,2	19,0			6		9	
BURES-SUR-YVETTE	1 305	48,5	11,3	69	46,4	98	22,4	163	11,7
CERNY	319	80,9	28,2	22	59,1	47	27,7	81	12,3
CHALO-SAINT-MARS	119	68,1	26,1	11	72,7	21	42,9	31	
CHALOU-MOULINEUX	42	73,8	26,2			10		16	
CHAMARANDE	111	73,0	25,2	14	42,9	17	35,3	31	
CHAMPCUEIL	293	68,3	25,9	32	50,0	46	15,2	69	10,1
CHAMPLAN	208	61,1	30,8	22	40,9	35	22,9	57	14,0
CHAMPMOTTEUX	19	78,9	26,3						
CHATIGNONVILLE	6								
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	8	75,0							
CHEPTAINVILLE	123	74,8	29,3	13	53,8	18	50,0	34	
CHEVANNES	131	77,9	22,9	16	43,8	23	26,1	27	
CHILLY-MAZARIN	2 125	59,8	28,8	308	40,3	395	19,5	606	6,8
CONGERVILLE-THIONVILLE	25	88,0	32,0			6		10	
CORBEIL-ESSONNES	7 181	47,8	27,0	1 037	49,9	738	10,7	1 794	7,9
CORBREUSE	144	77,8	23,6	17	47,1	22	22,7	34	
COUDRAY-MONTCEAUX (LE)	324	63,0	26,5	46	56,5	52	28,8	80	6,3
COURANCES	41	68,3							
COURCOURONNES	2 007	65,4	32,6	345	42,6	317	17,0	642	9,2
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	24	75,0							
COURSON-MONTELOUP	53	75,5	34,0			8		16	31,3
CROSNE	886	68,3	23,7	109	44,0	137	13,9	224	6,7
DANNEMOIS	53	71,7	26,4			6		16	

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
D'HUISON-LONGUEVILLE	121	78,5	24,0	6		17		26	
DOURDAN	1 313	58,4	22,9	176	43,2	158	16,5	290	11,0
DRAVEIL	3 434	62,3	23,6	497	43,9	497	12,9	853	8,1
ECHARCON	72	80,6	12,5	7		8		10	
EGLY	624	62,8	30,8	79	49,4	90	40,0	177	8,5
EPINAY-SOUS-SENART	2 065	56,2	29,0	364	50,0	267	10,9	572	9,8
EPINAY-SUR-ORGE	1 200	57,8	18,6	132	44,7	148	15,5	241	8,3
ESTOUCHES	21	66,7							
ETAMPES	3 966	46,1	24,8	559	50,6	394	15,2	924	8,9
ETIOLLES	218	74,3	22,0	16	37,5	41	41,5	65	12,3
ETRECHY	607	61,9	23,9	66	40,9	74	29,7	135	14,1
EVRY	9 918	48,3	26,8	1 556	46,1	1 203	20,2	2 524	8,4
FERTE-ALAIS (LA)	511	63,8	22,1	49	38,8	62	22,6	106	6,6
FLEURY-MEROGIS	738	58,1	32,4	138	36,2	111	12,6	241	9,1
FONTAINE-LA-RIVIERE	14	85,7						6	
FONTENAY-LES-BRIIS	183	83,1	26,2	19	52,6	32	28,1	51	13,7
FONTENAY-LE-VICOMTE	89	77,5	27,0	5		12		27	18,5
FORET-LE-ROI (LA)	28	60,7	35,7			9		10	
FORET-SAINTE-CROIX (LA)	5								
FORGES-LES-BAINS	334	77,2	28,1	21	61,9	51	49,0	89	9,0
GIF-SUR-YVETTE	2 662	65,3	17,9	207	51,2	307	16,9	573	13,4
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	46	69,6	28,3			5		11	
GOMETZ-LA-VILLE	87	88,5	11,5			8		15	
GOMETZ-LE-CHATEL	170	69,4	17,1	21	33,3	16	43,8	33	
GRANGES-LE-ROI (LES)	72	76,4	29,2			11		18	
GRIGNY	4 686	53,9	33,5	909	56,8	436	11,9	1 484	8,3
GUIBEVILLE	43	65,1	39,5			6		14	
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	95	75,8	22,1	7		9		18	
GUILLERVAL	64	76,6	32,8	6		9		19	
IGNY	985	66,5	21,3	102	45,1	148	18,2	233	7,3

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
ITTEVILLE	502	78,9	29,1	51	52,9	89	32,6	141	12,8
JANVILLE-SUR-JUINE	173	74,0	19,7	17	41,2	24	25,0	42	14,3
JANVRY	34	73,5	23,5			6		9	
JUVISY-SUR-ORGE	1 409	47,6	26,1	185	44,3	179	12,8	328	4,9
LARDY	373	72,4	32,2	29	37,9	65	30,8	115	7,8
LEUDEVILLE	114	86,0	30,7			19	31,6	36	16,7
LEUVILLE-SUR-ORGE	400	67,0	30,5	28	64,3	68	44,1	120	14,2
LIMOURS	857	74,8	19,7	79	39,2	125	17,6	190	11,6
LINAS	565	61,6	28,8	54	61,1	80	32,5	141	8,5
LISSES	941	70,6	20,3	107	44,9	113	13,3	198	11,6
LONGJUMEAU	2 909	58,1	28,6	400	45,3	448	25,2	801	7,9
LONGPONT-SUR-ORGE	536	70,9	26,5	46	52,2	76	25,0	135	14,1
MAISSE	329	68,7	24,6	31	35,5	41	22,0	79	13,9
MARCOUSSIS	721	66,9	26,2	65	53,8	101	20,8	194	11,3
MAROLLES-EN-BEAUCE	23	56,5	43,5			6		9	
MAROLLES-EN-HUREPOIX	438	65,3	24,0	39	35,9	58	31,0	96	8,3
MASSY	5 189	54,3	27,8	764	43,2	772	26,9	1 418	7,5
MAUCHAMPS	19	84,2							
MENNECY	1 298	73,4	22,8	154	46,1	161	16,1	302	12,9
MEREVILLE	337	65,0	27,9	24	58,3	45	26,7	82	9,8
MEROBERT	45	84,4	31,1			10		17	
MESPUITS	15	53,3	33,3						
MILLY-LA-FORET	546	66,5	21,1	53	45,3	58		119	8,4
MOIGNY-SUR-ECOLE	119	72,3	26,9	9	66,7	19	31,6	34	14,7
MOLIERES (LES)	112	82,1	25,0	14	35,7	20	35,0	29	
MONDEVILLE	63	85,7	15,9	5		8		11	
MONNERVILLE	37	56,8	27,0			5		9	
MONTGERON	2 892	52,3	21,3	372	45,7	327	18,0	619	7,9
MONTLHERY	777	56,6	26,8	58	63,8	92	38,0	181	7,2
MORANGIS	1 011	66,2	25,4	109	57,8	148	18,9	261	7,3

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
MORIGNY-CHAMPIGNY	363	72,7	26,2	34	61,8	65	30,8	86	7,0
MORSANG-SUR-ORGE	2 264	63,7	27,7	341	40,8	375	16,5	621	6,4
MORSANG-SUR-SEINE	28	78,6	17,9			5		8	
NAINVILLE-LES-ROCHES	46	78,3	19,6	5		8		12	
NORVILLE (LA)	384	77,1	23,2	42	28,6	39	43,6	82	12,2
NOZAY	310	71,9	33,9	36	63,9	58	44,8	94	9,6
OLLAINVILLE	337	71,2	23,1	24	58,3	44	20,5	80	12,5
ONCY-SUR-ECOLE	86	83,7	26,7			13		26	26,9
ORMOY	110	66,4	20,9	13	38,5	8		17	
ORMOY-LA-RIVIERE	92	81,5	26,1	11	45,5	15	33,3	20	
ORSAY	2 278	37,8	13,5	116	39,7	188	23,9	321	9,3
ORVEAU	20	80,0	55,0			6		9	
PALAISEAU	3 030	61,7	28,4	426	45,5	515	24,1	836	7,7
PARAY-VIEILLE-POSTE	722	59,7	25,3	82	46,3	100	10,0	179	7,8
PECQUEUSE	47	85,1	19,1	7		5		8	
PLESSIS-PATE (LE)	220	78,6	21,8	24	62,5	27	22,2	45	
PLESSIS-SAINT-BENOIST	25	80,0	24,0					7	
PRUNAY-SUR-ESSONNE	23	78,3	21,7					6	
PUISELET-LE-MARAIS	17	76,5	29,4					6	
PUSSAY	215	54,0	28,4	16		33		53	
QUINCY-SOUS-SENART	835	64,0	24,6	109	45,0	105	16,2	208	10,1
RICHARVILLE	38	81,6	13,2					6	
RIS-ORANGIS	3 171	56,8	31,8	471	47,8	469	15,8	947	6,7
ROINVILLE	83	83,1	24,1	7	71,4	11	45,5	21	
ROINVILLIERS	9	88,9							
SACLAS	204	73,0	25,0	18	38,9	26		54	14,8
SACLAY	276	81,2	22,5	16	43,8	52	32,7	71	11,3
SAINT-AUBIN	75	86,7	13,3			9		10	
SAINT-CHERON	552	64,5	26,8	68	42,6	78	19,2	139	18,0
SAINT-CYR-LA-RIVIERE	42	81,0	21,4	7		7		8	

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	71	80,3	28,2	8		14		20	
SAINT-ESCOBILLE	46	78,3	26,1			9		12	
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	4 180	59,0	25,1	579	50,4	523	14,7	1 040	8,9
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	1 102	64,1	31,2	177	53,1	165	31,5	327	10,4
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	717	84,1	20,5	64	54,7	91	25,3	163	19,6
SAINT-HILAIRE	30	93,3							
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	18	72,2	27,8	5		5		5	
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	115	81,7	21,7	8		14	85,7	22	
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	2 595	61,3	29,2	361	42,7	439	19,1	731	7,9
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	597	78,7	29,3	52	34,6	97	42,3	168	17,3
SAINTRY-SUR-SEINE	559	75,7	24,0	62	45,2	80	33,8	141	14,2
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	55	81,8	32,7	23	73,9	5		18	
SAINT-VRAIN	307	48,9	19,2	14	42,9	37	40,5	60	
SAINT-YON	77	75,3	19,5	6		8		12	
SAULX-LES-CHARTREUX	515	70,3	29,7	64	42,2	94	39,4	152	7,9
SAVIGNY-SUR-ORGE	3 919	61,0	24,8	460	47,2	535	19,1	965	9,4
SERMAISE	119	80,7	29,4	9	55,6	22	45,5	31	
SOISY-SUR-ECOLE	107	73,8	24,3	9	55,6	22		31	
SOISY-SUR-SEINE	806	72,2	18,5	80	46,3	92	26,1	162	9,3
SOUZY-LA-BRICHE	24	70,8	29,2						
TIGERY	177	76,3	18,1	6		27	29,6	37	
TORFOU	18	88,9	27,8						
ULIS (LES)	4 257	58,0	27,9	649	47,8	580	17,1	1 153	9,1
VALPUISEAUX	41	75,6	22,0	6		5		10	
VAL-SAINT-GERMAIN (LE)	119	83,2	32,8	5		27	40,7	40	15,0
VARENNES-JARCY	180	77,8	21,7	22	59,1	29	24,1	44	
VAUGRIGNEUSE	99	75,8	19,2	10	60,0	14		25	
VAUHALLAN	178	77,0	22,5	8		27	48,1	39	
VAYRES-SUR-ESSONNE	85	84,7	24,7			9		18	33,3
VERRIERES-LE-BUISSON	1 702	70,5	19,2	198	43,9	217	28,6	383	12,3

LES PRESTATIONS LIEES AUX ENFANTS

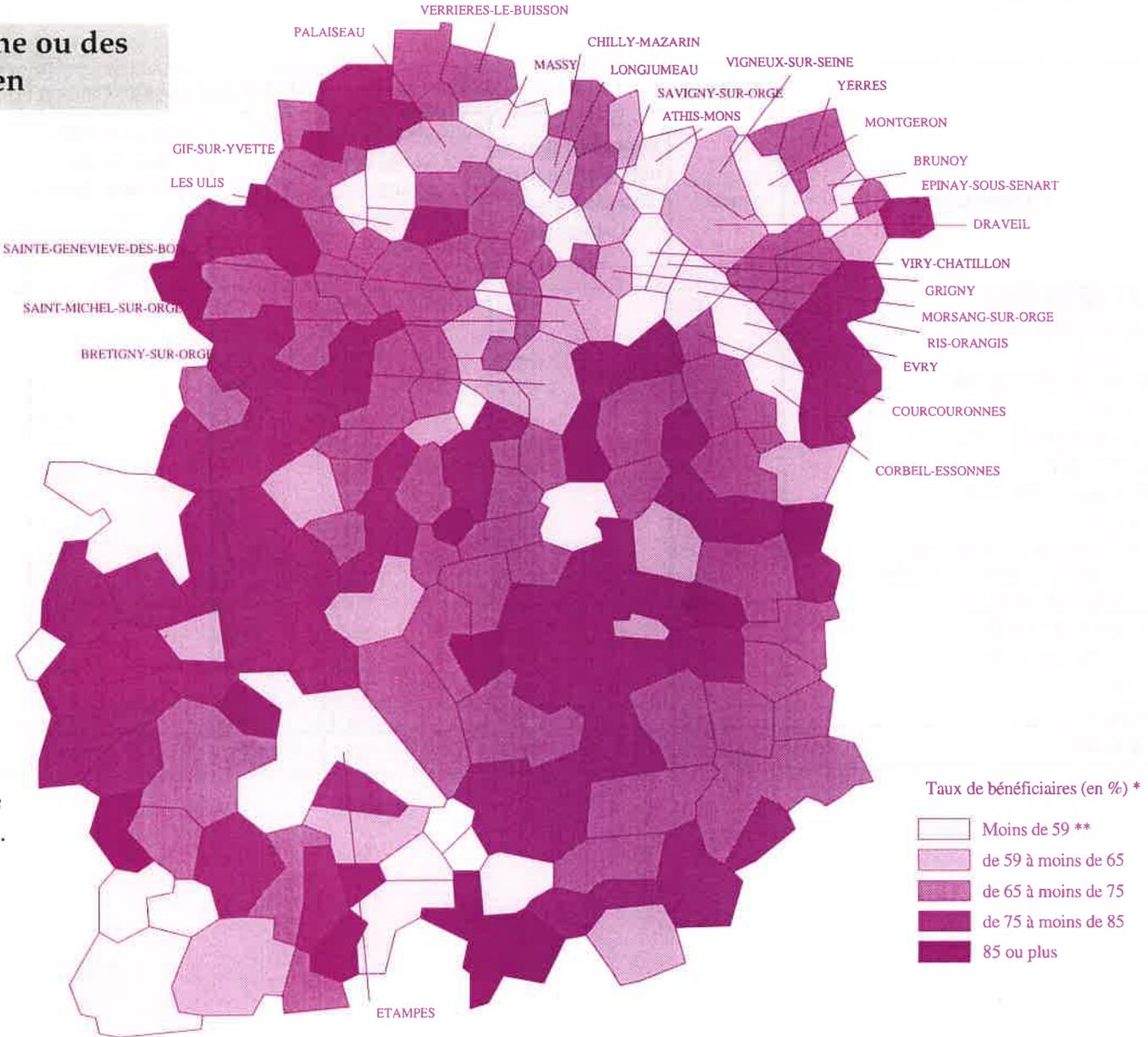
COMMUNES	ALLOCATAIRES			Allocataires monoparentaux		Allocataires ayant besoin d'accueil pour leur(s) enfant(s)		Allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans	
	Nombre	dont allocataires percevant une ou des prestations d'entretien (%)	dont allocataires percevant une ou des prestations liées à l'enfance (%)	Nombre	dont percevant une ou des prestations liées à la monoparentalité (%)	Nombre	dont percevant l'AGED ou l'AFEAMA (%)	Nombre	dont percevant l'APE (%)
VERT-LE-GRAND	157	70,7	26,8	9		26		39	
VERT-LE-PETIT	256	68,0	36,7	32	34,4	58	39,7	89	9,0
VIDELLES	52	78,8	30,8			10	50,0	18	
VIGNEUX-SUR-SEINE	3 515	60,5	28,1	530	47,9	452	12,6	947	10,0
VILLABE	496	72,2	32,5	31	48,4	89	42,7	145	13,1
VILLEBON-SUR-YVETTE	951	68,1	24,9	102	45,1	150	26,7	243	5,8
VILLECONIN	51	82,4	35,3			9	55,6	18	
VILLE-DU-BOIS (LA)	736	69,7	25,4	77	48,1	103	28,2	186	11,8
VILLEJUST	183	76,5	28,4	16	93,8	32	21,9	54	
VILLEMORIS-SUR-ORGE	687	70,6	20,4	59	35,6	87	18,4	146	13,7
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	47	85,1	31,9			6		15	33,3
VILLIERS-LE-BACLE	109	68,8	23,9	10	50,0	20	25,0	27	
VILLIERS-SUR-ORGE	404	70,0	29,5	48	31,3	78	25,6	109	8,3
VIRY-CHATILLON	3 557	56,8	29,0	508	50,4	504	13,9	1 000	6,7
WISSOUS	578	73,0	23,9	53	41,5	82	39,0	137	8,0
YERRES	2 910	66,1	25,4	369	40,7	465	18,3	746	7,1
ESSONNE	143 823	59,9	26,1	18 512	46,9	19 465	20,7	36 724	9,1

Source : Caf au 31.12.1993

Les allocataires percevant une ou des prestations d'entretien

Moyenne départementale : 59,9 %

Les allocataires bénéficiaires de prestations d'entretien sont essentiellement représentés dans les communes rurales du département.



* Nombre d'allocataires percevant une ou des prestations d'entretien rapporté au nombre d'allocataires
 ** Les communes dont l'effectif est inférieur à cinq sont tramées «en blanc»

LES AIDES AU LOGEMENT

L'aide au logement est versée à 62 596 allocataires, soit 17 % des ménages essonniers. Ils représentent 44 % des allocataires.

Un peu plus de la moitié de l'aide au logement (53 %) est attribuée sous forme d'aide personnalisée au logement (APL) et près d'un quart sous les formes respectives d'allocation de logement sociale (ALS) et d'allocation de logement familiale (ALF).

Dans la ville nouvelle d'Evry*, les ménages sont deux fois plus souvent aidés pour leur logement que dans le département.

Parmi les communes de plus de 1 000 allocataires, Corbeil-Essonnes, Epinay-sous-Sénart, Etampes, Fleury-Mérogis et Grigny ont les taux les plus élevés de ménages aidés (entre 29 et 36 %), cela s'explique par la forte présence de foyers non imposés sur le revenu.

A Mennecy, Morangis, Palaiseau, Verrières-le-Buisson et Yerres, moins d'un ménage sur dix perçoit une aide au logement de la CAF, il s'agit alors majoritairement d'allocation de logement à caractère familial ou social.

* La ville nouvelle d'Evry regroupe quatre communes : Bondoufle, Courcouronnes, Evry et Lisses.

POUR MIEUX COMPRENDRE

Trois sortes d'aides au logement versées par la CAF participent à solvabiliser les ménages à revenus modestes, locataires ou sous-locataires, accédants à la propriété, résidents d'une maison de retraite, d'un centre d'hébergement pour handicapés, etc.

Ces aides ne sont versées que si leur montant est supérieur à 100 F/mois.

ALF : elle est destinée aux familles dont le logement correspond à certaines conditions de confort et de superficie. Plusieurs facteurs : dépenses (plafonnées) de logement, statut d'occupation, taille de la famille,

ressources du foyer, sont pris en compte pour déterminer le montant de l'allocation.

APL : cette prestation est réservée aux locataires d'un logement conventionné (entre l'Etat et le bailleur), aux accédants à la propriété et aux propriétaires qui remboursent un prêt aidé à l'accession à la propriété ou un prêt conventionné pour acquérir, améliorer ou agrandir leur logement, neuf ou ancien. Aucune condition de charge de famille n'est exigée. Comme pour l'ALF, de nombreux facteurs interviennent pour calculer le montant de l'APL, les barèmes étant différents.

L'APL est versée au bailleur ou à l'organisme de crédit qui la déduit du montant des loyers ou de la mensualité remboursée.

ALS : cette aide au logement est versée aux personnes et aux familles qui ne peuvent prétendre ni à l'ALF, ni à l'APL. Le montant de l'ALS, comme les autres aides au logement, est fonction de plusieurs paramètres.

Les bénéficiaires de l'ALS recouvrent des catégories de population hétérogènes : étudiants, personnes âgées, chômeurs, bénéficiaires du RMI, etc.

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	70	8,6	37	16,2	6			
ANGERVILLE	1 040	21,6	417	54,0	225	20,9	25,8	53,3
ANGERVILLIERS	366	14,5	183	29,0	53	24,5	24,5	50,9
ARPAJON	3 435	26,0	1 500	59,5	892	23,4	31,2	45,4
ARRANCOURT	32		13					
ATHIS-MONS	10 599	18,8	3 915	50,9	1 993	24,8	22,2	52,9
AUTHON-LA-PLAINE	97	9,3	40	22,5	9	55,6		
AUVERNAUX	85		26					
AUVERS-SAINT-GEORGES	344	5,2	98	18,4	18			55,6
AVRAINVILLE	177	5,6	60	16,7	10			100,0
BALLAINVILLIERS	791	4,4	229	15,3	35	48,6	20,0	31,4
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	2 212	12,5	750	36,8	276	34,4	47,5	18,1
BAULNE	391	10,2	133	30,1	40	35,0	17,5	47,5
BIEVRES	1 565	6,6	437	23,6	103	20,4	41,7	37,9
BLANDY	36		7					
BOIGNEVILLE	173	13,3	43	53,5	23	47,8	26,1	26,1
BOIS-HERPIN	21		5					
BOISSY-LA-RIVIERE	155	5,8	36	25,0	9			66,7
BOISSY-LE-CUTTE	327	12,5	132	31,1	41	36,6	12,2	51,2
BOISSY-LE-SEC	172	12,2	54	38,9	21			47,6
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	1 020	15,1	447	34,5	154	18,2	20,8	61,0
BONDOUFLE	2 318	7,1	907	18,1	164	26,8	11,6	61,6
BOULLAY-LES-TROUX	161	3,7	47	12,8	6			
BOURAY-SUR-JUINE	607	9,1	180	30,6	55	29,1	23,6	47,3
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	2 167	8,3	584	30,7	179	57,5	34,1	8,4
BOUTERVILLIERS	91		25					
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	889	10,8	303	31,7	96	20,8	27,1	52,1
BOUVILLE	188	5,9	51	21,6	11			
BRETIGNY-SUR-ORGE	6 706	16,4	2 606	42,1	1 097	27,3	23,2	49,6
BREUILLET	2 361	10,9	832	31,0	258	14,7	10,1	75,2

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
BREUX-JOUY	360	8,9	127	25,2	32	28,1	28,1	43,8
BRIERES-LES-SCELLES	285	6,7	82	23,2	19			84,2
BRIIS-SOUS-FORGES	775	12,6	390	25,1	98	17,3	41,8	40,8
BROUY	43		7					
BRUNOY	9 063	11,1	2 627	38,3	1 005	31,3	30,6	38,0
BRUYERES-LE-CHATEL	846	11,1	343	27,4	94	27,7	18,1	54,3
BUNO-BONNEVAUX	145	9,0	42	31,0	13			84,6
BURES-SUR-YVETTE	2 993	20,6	1 305	47,4	618	4,9	89,3	5,8
CERNY	910	7,6	319	21,6	69	21,7	10,1	68,1
CHALO-SAINT-MARS	360	6,1	119	18,5	22			50,0
CHALOU-MOULINEUX	146	7,5	42	26,2	11			63,6
CHAMARANDE	342	7,9	111	24,3	27	48,1	25,9	25,9
CHAMPCUEIL	615	13,7	293	28,7	84	17,9	13,1	69,0
CHAMPLAN	873	6,9	208	28,8	60	48,3	30,0	21,7
CHAMPMOTTEUX	82	6,1	19	26,3	5			100,0
CHATIGNONVILLE	31		6					
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	29		8					
CHEPTAINVILLE	456	4,8	123	17,9	22	31,8	22,7	45,5
CHEVANNES	376	6,6	131	19,1	25			80,0
CHILLY-MAZARIN	6 247	12,8	2 125	37,6	799	38,2	22,3	39,5
CONGERVILLE-THIONVILLE	64	17,2	25	44,0	11			
CORBEIL-ESSONNES	14 950	30,2	7 181	62,9	4 515	13,5	18,8	67,7
CORBREUSE	431	7,0	144	20,8	30			53,3
COUDRAY-MONTCEAUX (LE)	969	11,4	324	34,0	110	15,5	14,5	70,0
COURANCES	119		41					
COURCOURONNES	4 115	27,2	2 007	55,8	1 120	7,6	5,9	86,5
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	77		24					
COURSON-MONTELOUP	150	5,3	53	15,1	8			62,5
CROSNE	2 814	9,5	886	30,0	266	33,5	27,1	39,5
DANNEMOIS	210	5,2	53	20,8	11			63,6

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
D'HUISON-LONGUEVILLE	386	8,3	121	26,4	32			71,9
DOURDAN	3 162	20,4	1 313	49,2	646	15,2	21,7	63,2
DRAVEIL	9 774	14,0	3 434	39,8	1 366	11,1	19,3	69,7
ECHARCON	180	6,7	72	16,7	12			75,0
EGLY	1 567	17,4	624	43,6	272	27,2	14,0	58,8
EPINAY-SOUS-SENART	4 273	28,5	2 065	59,0	1 219	12,1	10,7	77,2
EPINAY-SUR-ORGE	3 073	11,1	1 200	28,3	340	22,6	34,1	43,2
ESTOUCHES	66		21					
ETAMPES	7 692	29,9	3 966	58,0	2 301	19,3	29,1	51,7
ETIOLLES	711	3,8	218	12,4	27	25,9	18,5	55,6
ETRECHY	2 135	9,1	607	32,0	194	25,8	28,9	45,4
EVRY	15 558	41,1	9 918	64,4	6 391	14,8	17,9	67,2
FERTE-ALAIS (LA)	1 081	18,0	511	38,2	195	26,7	37,9	35,4
FLEURY-MEROGIS	1 462	28,7	738	56,9	420	4,0	8,6	87,4
FONTAINE-LA-RIVIERE	66		14					
FONTENAY-LES-BRIIS	528	4,5	183	13,1	24			79,2
FONTENAY-LE-VICOMTE	241	9,5	89	25,8	23			69,6
FORET-LE-ROI (LA)	115		28					
FORET-SAINTE-CROIX (LA)	43		5					
FORGES-LES-BAINS	870	9,0	334	23,4	78	39,7	30,8	29,5
GIF-SUR-YVETTE	6 555	12,3	2 662	30,2	804	19,2	61,9	18,9
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	196	7,1	46	30,4	14			71,4
GOMETZ-LA-VILLE	263	3,4	87	10,3	9			
GOMETZ-LE-CHATEL	602	7,6	170	27,1	46	21,7	54,3	23,9
GRANGES-LE-ROI (LES)	278	5,8	72	22,2	16			62,5
GRIGNY	8 318	36,2	4 686	64,2	3 007	26,0	11,5	62,5
GUIBEVILLE	70	20,0	43	32,6	14			85,7
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	224	8,9	95	21,1	20			55,0
GUILLEVAL	244	5,7	64	21,9	14			71,4
IGNY	3 406	8,0	985	27,7	273	22,0	15,8	62,3

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
ITTEVILLE	1 581	8,2	502	25,7	129	27,1	9,3	63,6
JANVILLE-SUR-JUINE	610	6,2	173	22,0	38	18,4	23,7	57,9
JANVRY	167	4,2	34	20,6	7			
JUVISY-SUR-ORGE	5 414	12,5	1 409	48,0	677	28,7	44,2	27,2
LARDY	1 341	8,0	373	28,7	107	30,8	19,6	49,5
LEUDEVILLE	317	4,1	114	11,4	13	53,8		
LEUVILLE-SUR-ORGE	837	11,7	400	24,5	98	27,6	24,5	48,0
LIMOURS	2 092	12,5	857	30,6	262	26,0	17,2	56,9
LINAS	1 575	10,8	565	30,1	170	38,2	33,5	28,2
LISSES	1 983	18,2	941	38,3	360	10,3	15,6	74,2
LONGJUMEAU	7 157	18,5	2 909	45,4	1 321	19,4	23,5	57,2
LONGPONT-SUR-ORGE	1 466	7,3	536	20,0	107	30,8	37,4	31,8
MAISSE	841	13,6	329	34,7	114	20,2	31,6	48,2
MARCOUSSIS	1 880	9,5	721	24,8	179	22,3	25,1	52,5
MAROLLES-EN-BEAUCE	49		23					
MAROLLES-EN-HUREPOIX	1 393	9,8	438	31,3	137	29,2	16,8	54,0
MASSY	13 979	17,4	5 189	46,9	2 433	27,5	18,5	54,0
MAUCHAMPS	80		19					
MENECY	3 761	9,4	1 298	27,2	353	30,9	23,2	45,9
MEREVILLE	1 066	11,3	337	35,6	120	35,0	16,7	48,3
MEROBERT	131	6,1	45	17,8	8			62,5
MESPUITS	51		15					
MILLY-LA-FORET	1 554	13,4	546	38,3	209	25,8	34,4	39,7
MOIGNY-SUR-ECOLE	362	6,4	119	19,3	23	34,8	21,7	43,5
MOLIERES (LES)	477	4,0	112	17,0	19			63,2
MONDEVILLE	194	9,3	63	28,6	18			72,2
MONNERVILLE	127	9,4	37	32,4	12			
MONTGERON	7 973	18,5	2 892	51,1	1 477	12,8	22,0	65,2
MONTLHERY	1 806	16,8	777	39,0	303	28,1	43,9	28,1
MORANGIS	3 646	8,5	1 011	30,8	311	31,5	34,4	34,1

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
MORIGNY-CHAMPIGNY	1 224	7,5	363	25,3	92	19,6	22,8	57,6
MORSANG-SUR-ORGE	6 986	12,2	2 264	37,5	849	26,0	11,8	62,2
MORSANG-SUR-SEINE	118	6,8	28	28,6	8	62,5		
NAINVILLE-LES-ROCHES	138	4,3	46	13,0	6			83,3
NORVILLE (LA)	1 269	11,1	384	36,7	141	6,4	13,5	80,1
NOZAY	817	7,3	310	19,4	60	38,3	28,3	33,3
OLLAINVILLE	1 045	11,5	337	35,6	120	15,8	16,7	67,5
ONCY-SUR-ECOLE	234	7,3	86	19,8	17			76,5
ORMOY	306	10,5	110	29,1	32	15,6	31,3	53,1
ORMOY-LA-RIVIERE	278	6,5	92	19,6	18			61,1
ORSAY	5 244	24,9	2 278	57,3	1 306	7,3	84,5	8,3
ORVEAU	45		20					
PALaiseau	10 742	9,3	3 030	32,8	994	30,3	32,3	37,4
PARAY-VIEILLE-POSTE	2 708	8,0	722	30,1	217	41,9	46,1	12,0
PECQUEUSE	150	10,0	47	31,9	15			86,7
PLESSIS-PATE (LE)	875	3,2	220	12,7	28	35,7	21,4	42,9
PLESSIS-SAINT-BENOIST	93	9,7	25	36,0	9			77,8
PRUNAY-SUR-ESSONNE	101	10,9	23	47,8	11			45,5
PUISELET-LE-MARAIS	85		17					
PUSSAY	570	18,9	215	50,2	108	24,1	46,3	29,6
QUINCY-SOUS-SENART	2 490	15,0	835	44,8	374	21,7	20,9	57,5
RICHARVILLE	112	6,3	38	18,4	7			
RIS-ORANGIS	9 361	14,9	3 171	44,0	1 394	54,6	34,0	11,4
ROINVILLE	219	9,1	83	24,1	20			55,0
ROINVILLIERS	16		9					
SACLAS	533	14,4	204	37,7	77			81,8
SACLAY	970	4,6	276	16,3	45			66,7
SAINT-AUBIN	230	2,2	75	6,7	5			
SAINT-CHERON	1 452	13,5	552	35,5	196	20,4	21,4	58,2
SAINT-CYR-LA-RIVIERE	141	3,5	42	11,9	5			

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	306	2,3	71	9,9	7			
SAINT-ESCOBILLE	130	10,8	46	30,4	14			57,1
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	11 124	18,8	4 180	49,9	2 086	24,9	20,1	55,0
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	2 490	17,8	1 102	40,1	442	25,3	7,7	67,0
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	1 925	5,6	717	15,1	108	25,0	7,4	67,6
SAINT-HILAIRE	116	8,6	30	33,3	10			80,0
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	93		18					
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	394	6,3	115	21,7	25			68,0
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	7 539	15,0	2 595	43,5	1 129	34,3	22,1	43,6
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	1 018	23,1	597	39,4	235			94,9
SAINTRY-SUR-SEINE	1 557	10,3	559	28,8	161	13,7	12,4	73,9
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	102	5,9	55	10,9	6			
SAINT-VRAIN	819	18,8	307	50,2	154	9,7	70,8	19,5
SAINT-YON	249	10,0	77	32,5	25			72,0
SAULX-LES-CHARTREUX	1 412	9,1	515	25,0	129	25,6	17,1	57,4
SAVIGNY-SUR-ORGE	12 761	12,6	3 919	41,1	1 609	28,1	31,8	40,1
SERMAISE	477	5,0	119	20,2	24			62,5
SOISY-SUR-ECOLE	614	3,7	107	21,5	23		43,5	
SOISY-SUR-SEINE	2 328	7,3	806	21,0	169	16,0	37,3	46,7
SOUZY-LA-BRICHE	97		24					
TIGERY	316	18,4	177	32,8	58			55,2
TORFOU	77		18					
ULIS (LES)	8 992	25,5	4 257	54,0	2 297	29,0	16,8	54,2
VALPUSEAUX	175	5,1	41	22,0	9			
VAL-SAINT-GERMAIN (LE)	393	4,6	119	15,1	18			77,8
VARENNES-JARCY	567	6,3	180	20,0	36	41,7	16,7	41,7
VAUGRIGNEUSE	300	7,3	99	22,2	22	22,7	40,9	36,4
VAUHALLAN	649	3,1	178	11,2	20		60,0	
VAYRES-SUR-ESSONNE	264	9,1	85	28,2	24			75,0
VERRIERES-LE-BUISSON	5 422	8,3	1 702	26,3	448	33,0	35,3	31,7

LES AIDES AU LOGEMENT

COMMUNES	MENAGES		ALLOCATAIRES		BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT			
	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	Part d'ALF (%)	Part d'ALS (%)	Part d'APL (%)
VERT-LE-GRAND	503	6,6	157	21,0	33	30,3	33,3	36,4
VERT-LE-PETIT	738	9,9	256	28,5	73	39,7	8,2	52,1
VIDELLES	210	3,8	52	15,4	8			
VIGNEUX-SUR-SEINE	8 713	19,7	3 515	48,8	1 717	30,1	19,0	51,0
VILLABE	977	16,0	496	31,5	156	14,7	11,5	73,7
VILLEBON-SUR-YVETTE	3 290	7,3	951	25,3	241	26,1	30,3	43,6
VILLECONIN	188	5,3	51	19,6	10	60,0		
VILLE-DU-BOIS (LA)	1 771	13,4	736	32,2	237	29,5	28,3	42,2
VILLEJUST	403	8,9	183	19,7	36	33,3	25,0	41,7
VILLEMOISSON-SUR-ORGE	2 147	9,5	687	29,5	203	15,8	33,0	51,2
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	161	8,7	47	29,8	14			100,0
VILLIERS-LE-BACLE	289	8,3	109	22,0	24	20,8	54,2	25,0
VILLIERS-SUR-ORGE	1 252	7,8	404	24,3	98	41,8	24,5	33,7
VIRY-CHATILLON	11 216	14,7	3 557	46,4	1 650	20,4	20,5	59,1
WISSOUS	1 675	7,2	578	20,8	120	51,7	29,2	19,2
YERRES	9 960	8,7	2 910	29,8	866	32,4	24,9	42,6
ESSONNE	379 272	16,5	143 823	43,5	62 596	22,6	24,1	53,3

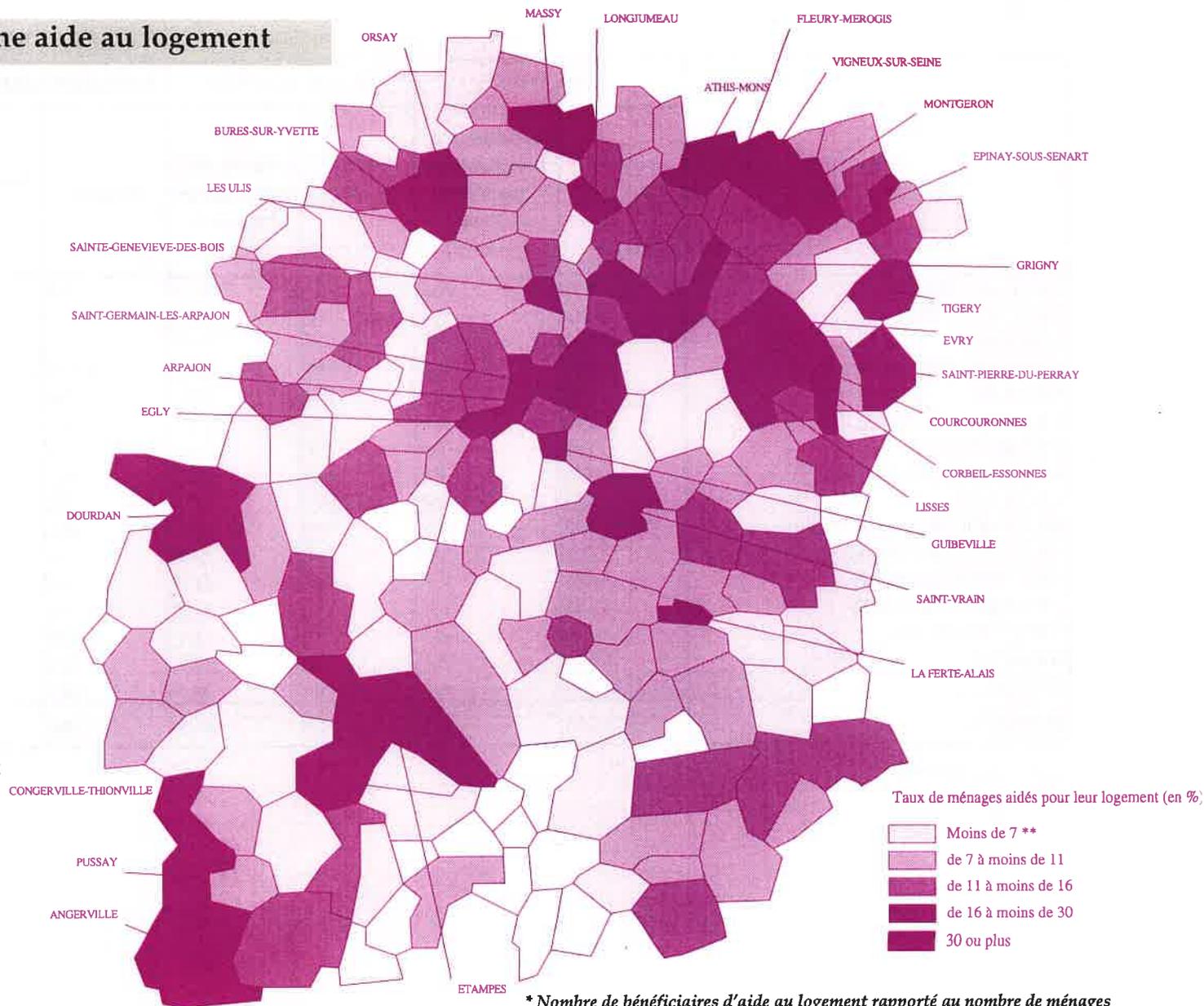
Sources : Insee-RP 1990

Caf au 31.12.1993

Les ménages percevant une aide au logement

Moyenne départementale : 16,5 %

Les communes dont le taux de ménages aidés pour leur logement est supérieur à la moyenne se situent majoritairement dans la moitié Nord du département.



* Nombre de bénéficiaires d'aide au logement rapporté au nombre de ménages
 ** Les communes dont l'effectif est inférieur à cinq sont tramées «en blanc»

LA PRECARITE

Parmi les 379 272 ménages essonniens, 4 % perçoivent l'allocation de parent isolé (API), 11 % l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et 19% le revenu minimum d'insertion (RMI). Finalement, 34 ménages sur 1 000 perçoivent l'un des minima sociaux versés par la CAF. La moyenne francilienne correspondante est de 44 ménages sur 1 000.

Dans ce chapitre ne sont analysées en détail que les communes de plus de 1 000 ménages.

A Fleury-Mérogis et Grigny, la proportion de ménages bénéficiaires de l'API est la plus élevée 10 % et 19 %. A Epinay-sur-Orge et à Etampes où sont implantés des établissements de soins psychiatriques, la proportion de ménages bénéficiaires de l'AAH est particulièrement importante (59 % et 34 %).

Les ménages bénéficiaires du RMI sont fortement surreprésentés à

Corbeil-Essonnes et Etampes (41 %), Linas (43 %) et Grigny (53 %). A l'inverse, ils sont fortement sous-représentés à Boussy-Saint-Antoine (7%), Limours (4 %) et La Norville (7 %).

Près de trois RMistes sur quatre de l'Essonne, vivant seul ou en couple, n'ont pas d'enfant à charge. La moitié des RMistes qui ont des enfants à charge sont des parents isolés.

A Epinay-sous-Sénart, Evry et Grigny, les RMistes qui ont des enfants à charge sont, proportionnellement, plus nombreux que dans le département.

7 % des allocataires sont au chômage. La situation communale présente de grands écarts, 2 % à Bures-sur-Yvette, Ollainville et Orsay, et 12 % à Corbeil-Essonnes et Grigny.

POUR MIEUX COMPRENDRE

La CAF verse trois minima sociaux dont les montants et les modalités de prise en compte des personnes (ou enfants) à charge sont différents. Ils constituent des indicateurs de "pauvreté". Le RMI apparaît le minimum social le plus souvent versé par la CAF.

AAH : cette prestation s'adresse aux personnes handicapées disposant de ressources modestes, dont le handicap, apprécié par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) entraîne l'impossibilité de travailler.

Ce ne sont pas les propres ressources de la personne handicapée qui sont évaluées mais celles de sa famille. Un couple peut recevoir deux allocations. Le montant de l'AAH est fixé pour un an.

L'AAH, prestation sociale non contributive, assure ainsi un minimum social à une catégorie spécifique de personnes. En cas de placement, de détention, ou d'hospitalisation de longue durée, le montant de l'AAH est réduit.

API : elle permet aux parents isolés (ou à la femme enceinte) de disposer temporairement d'un certain niveau de ressources.

Elle est versée, soit pendant un an après le fait générateur de l'isolement (le veuvage, ou la séparation), soit jusqu'à trois ans du plus jeune enfant à charge. Ce niveau de ressources est fonction du nombre d'enfants.

RMI : cette prestation, destinée à aider d'abord à l'insertion sociale et/ou professionnelle, a été conçue comme une

prestation transitoire. Accordé par le préfet, le RMI est géré par les CAF.

L'allocataire doit avoir au moins 25 ans (ou assurer la charge d'un ou plusieurs enfants).

Le RMI est une allocation différentielle ; son montant maximum varie en fonction de la taille du ménage ; il est calculé trimestriellement et versé mensuellement. Le niveau de revenu garanti par le RMI est inférieur à celui garanti par l'API.

Le RMI permet d'accéder à des droits sociaux complémentaires comme l'affiliation à l'assurance maladie.

Chômage des allocataires : on examine la situation, au regard du chômage, de l'allocataire s'il est isolé (avec ou sans enfant), ou de l'homme s'il s'agit d'un couple.

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
ABBEVILLE-LA-RIVIERE	70		257,1						
ANGERVILLE	1 040	6,7	11,5	10,6	11				5,3
ANGERVILLIERS	366		21,9						
ARPAJON	3 435	4,9	11,6	30,3	104	82,7	8,7	8,7	8,1
ARRANCOURT	32								
ATHIS-MONS	10 599	4,1	9,4	21,0	223	80,7	11,7	7,6	8,1
AUTHON-LA-PLAINE	97		72,2						
AUVERNAUX	85								
AUVERS-SAINT-GEORGES	344		14,5	14,5	5				6,1
AVRAINVILLE	177								
BALLAINVILLIERS	791		12,6	8,8	7				3,1
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	2 212	2,3	11,3	10,4	23				3,7
BAULNE	391		17,9						3,8
BIEVRES	1 565		5,8	8,3	13				2,5
BLANDY	36								
BOIGNEVILLE	173								
BOIS-HERPIN	21								
BOISSY-LA-RIVIERE	155								
BOISSY-LE-CUTTE	327								
BOISSY-LE-SEC	172								7,6
BOISSY-SOUS-SAINT-YON	1 020		13,7	10,8	11				5,1
BONDOUFLE	2 318	3,5	5,6	8,2	19				4,7
BOULLAY-LES-TROUX	161								
BOURAY-SUR-JUINE	607			9,9	6				5,0
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	2 167		11,1	7,4	16				5,0
BOUTERVILLIERS	91								
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE	889			9,0	8				4,0
BOUVILLE	188								
BRETIGNY-SUR-ORGE	6 706	4,8	10,9	22,8	153	71,9	10,5	17,6	5,6
BREUILLET	2 361	4,2	13,6	13,6	32				4,4

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
BREUX-JOUY	360		16,7						7,1
BRIERES-LES-SELLES	285								
BRIIS-SOUS-FORGES	775		9,0	11,6	9				3,6
BROUY	43								
BRUNOY	9 063	3,1	11,1	14,9	135	73,3	15,6	11,1	6,5
BRUYERES-LE-CHATEL	846		5,9	8,3	7				4,1
BUNO-BONNEVAUX	145		34,5						11,9
BURES-SUR-YVETTE	2 993		6,3	9,7	29				2,3
CERNY	910	5,5	6,6						3,1
CHALO-SAINT-MARS	360			25,0	9				7,6
CHALOU-MOULINEUX	146								
CHAMARANDE	342								9,0
CHAMPUCUEIL	615		35,8						4,8
CHAMPLAN	873		8,0	10,3	9				2,9
CHAMPLOTTEUX	82								
CHATIGNONVILLE	31								
CHAUFFOUR-LES-ETRECHY	29								
CHEPTAINVILLE	456								
CHEVANNES	376								4,6
CHILLY-MAZARIN	6 247	1,4	6,9	15,4	96				7,2
CONGERVILLE-THIONVILLE	64								
CORBEIL-ESSONNES	14 950	8,4	14,8	41,3	618	66,7	18,0	15,4	12,3
CORBREUSE	431								
COUDRAY-MONTCEAUX (LE)	969		7,2	12,4	12				5,9
COURANCES	119		67,2						
COURCOURONNES	4 115	9,0	10,4	13,9	57				9,8
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE	77								
COURSON-MONTELOUP	150								
CROSNE	2 814	3,6	4,3	16,7	47				4,9
DANNEMOIS	210								

LA PRECARITE

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
D'HUISON-LONGUEVILLE	386								
DOURDAN	3 162	2,2	11,1	18,0	57				7,1
DRAVEIL	9 774	3,5	10,4	14,3	140	75,7	12,9	11,4	5,7
ECHARCON	180		44,4						
EGLY	1 567	5,7	10,8	9,6	15				4,2
EPINAY-SOUS-SENART	4 273	8,7	12,9	25,7	110	60,9	27,3	11,8	9,6
EPINAY-SUR-ORGE	3 073	3,6	59,2	13,3	41				3,8
ESTOUCHES	66		75,8						
ETAMPES	7 692	7,7	34,1	41,0	315	73,0	14,6	12,4	8,7
ETIOLLES	711		22,5	8,4	6				2,8
ETRECHY	2 135	2,8	12,2	12,2	26				4,1
EVRY	15 558	8,0	20,6	29,0	451	63,4	22,8	13,7	9,2
FERTE-ALAIS (LA)	1 081		12,0	18,5	20				3,1
FLEURY-MEROGIS	1 462	10,3	11,6	21,2	31				7,5
FONTAINE-LA-RIVIERE	66								
FONTENAY-LES-BRIIS	528			11,4	6				4,9
FONTENAY-LE-VICOMTE	241								
FORET-LE-ROI (LA)	115								
FORET-SAINTE-CROIX (LA)	43								
FORGES-LES-BAINS	870		6,9	14,9	13				5,1
GIF-SUR-YVETTE	6 555	1,1	6,7	9,3	61				3,0
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE	196								
GOMETZ-LA-VILLE	263								
GOMETZ-LE-CHATEL	602			13,3	8				4,7
GRANGES-LE-ROI (LES)	278				4				
GRIGNY	8 318	19,4	13,8	53,4	444	53,8	21,2	25,0	12,3
GUIBEVILLE	70								
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE	224								
GUILLERVAL	244								7,8
IGNY	3 406	1,5	13,8	11,2	38				4,1

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
ITTEVILLE	1 581	3,8	7,6	10,1	16				3,8
JANVILLE-SUR-JUINE	610		9,8						2,9
JANVRY	167								
JUVISY-SUR-ORGE	5 414	3,1	7,0	19,2	104	82,7	10,6	6,7	7,9
LARDY	1 341		7,5						5,9
LEUDEVILLE	317								
LEUVILLE-SUR-ORGE	837	8,4	25,1	45,4	38				3,5
LIMOURS	2 092		5,7	4,3	9				3,0
LINAS	1 575	6,3	5,7	43,2	68				5,1
LISSES	1 983		10,6	29,8	59				4,8
LONGJUMEAU	7 157	4,6	9,5	22,8	163	73,6	10,4	16,0	6,4
LONGPONT-SUR-ORGE	1 466	4,1	6,1	20,5	30				2,6
MAISSE	841		7,1	17,8	15				6,7
MARCOUSSIS	1 880	5,9	6,9	28,2	53				4,3
MAROLLES-EN-BEAUCE	49								
MAROLLES-EN-HUREPOIX	1 393		9,3	15,8	22				2,5
MASSY	13 979	3,9	11,3	27,0	378	76,7	13,2	10,1	8,6
MAUCHAMPS	80								
MENNECY	3 761	2,7	9,0	8,8	33				4,7
MEREVILLE	1 066		6,6	12,2	13				3,3
MEROBERT	131								
MESPUITS	51								
MILLY-LA-FORET	1 554	3,2	10,3	11,6	18				4,6
MOIGNY-SUR-ECOLE	362		13,8	24,9	9				
MOLIERES (LES)	477								
MONDEVILLE	194								
MONNERVILLE	127								
MONTGERON	7 973	4,1	11,5	21,1	168	76,8	15,5	7,7	8,1
MONTLHERY	1 806	4,4	8,9	23,3	42				4,9
MORANGIS	3 646	3,8	10,1	11,5	42				5,2

LA PRECARITE

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
MORIGNY-CHAMPIGNY	1 224		4,1	4,9	6				3,6
MORSANG-SUR-ORGE	6 986	3,0	12,2	18,9	132	71,2	15,9	12,9	6,7
MORSANG-SUR-SEINE	118			42,4	5				
NAINVILLE-LES-ROCHES	138								
NORVILLE (LA)	1 269		5,5	7,1	9				4,9
NOZAY	817	7,3	8,6	6,1	5				4,8
OLLAINVILLE	1 045		4,8	14,4	15				2,1
ONCY-SUR-ECOLE	234								
ORMOY	306		26,1						4,5
ORMOY-LA-RIVIERE	278								5,4
ORSAY	5 244	1,1	12,2	8,8	46				2,0
ORVEAU	45								
PALaiseau	10 742	2,2	7,4	13,0	140	73,6	10,7	15,7	5,5
PARAY-VIEILLE-POSTE	2 708	3,3	10,0	12,9	35				6,0
PECQUEUSE	150								
PLESSIS-PATE (LE)	875		5,7						3,6
PLESSIS-SAINT-BENOIST	93								
PRUNAY-SUR-ESSONNE	101								
PUISELET-LE-MARAIS	85								
PUSSAY	570		14,0	12,3	7				5,6
QUINCY-SOUS-SENART	2 490	3,6	7,2	20,9	52				6,7
RICHARVILLE	112			44,6	5				
RIS-ORANGIS	9 361	5,2	10,5	23,1	216	76,4	13,0	10,6	8,6
ROINVILLE	219								
ROINVILLIERS	16								
SACLAS	533			16,9	9				2,9
SACLAY	970		5,2						
SAINT-AUBIN	230								
SAINT-CHERON	1 452	4,1	14,5	18,6	27				6,0
SAINT-CYR-LA-RIVIERE	141								

COMMUNES	MENAGES				RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	dont couples avec enfant(s) (%)	
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	306								
SAINT-ESCOBILLE	130								
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	11 124	5,2	10,8	21,0	234	79,9	10,3	9,8	8,3
SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON	2 490	8,4	14,1	35,3	88				5,0
SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	1 925	3,6	6,8	13,5	26				4,0
SAINT-HILAIRE	116								
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD	93								
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	394								
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	7 539	2,8	9,6	16,8	127	68,5	13,4	18,1	6,8
SAINT-PIERRE-DU-PERRAY	1 018		9,8	9,8	10				4,5
SAINTRY-SUR-SEINE	1 557	6,4	7,1	10,3	16				5,5
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	102	117,6		49,0	5				12,7
SAINT-VRAIN	819		7,3	9,8	8				3,3
SAINT-YON	249								
SAULX-LES-CHARTREUX	1 412		7,8	11,3	16				3,5
SAVIGNY-SUR-ORGE	12 761	2,4	9,6	11,3	144	70,8	15,3	13,9	6,5
SERMAISE	477								
SOISY-SUR-ECOLE	614								
SOISY-SUR-SEINE	2 328		15,5	8,2	19				4,7
SOUZY-LA-BRICHE	97								
TIGERY	316			15,8	5				3,4
TORFOU	77								
ULIS (LES)	8 992	5,3	10,0	21,5	193	67,4	16,6	16,1	7,5
VALPUISEAUX	175								
VAL-SAINT-GERMAIN (LE)	393								
VARENNES-JARCY	567		8,8	14,1	8				5,0
VAUGRIGNEUSE	300								
VAUHALLAN	649								
VAYRES-SUR-ESSONNE	264								
VERRIERES-LE-BUISSON	5 422	1,1	8,9	9,8	53				2,9

LA PRECARITE

COMMUNES	MENAGES			RMI				Part d'allocataires au chômage (%)
	Nombre	dont bénéficiaires de l'API (pour mille)	dont bénéficiaires de l'AAH (pour mille)	dont bénéficiaires du RMI (pour mille)	Nombre	dont sans enfant (%)	dont familles monoparentales (%)	
VERT-LE-GRAND	503			11,9	6			
VERT-LE-PETIT	738		9,5	8,1	6			5,9
VIDELLES	210							
VIGNEUX-SUR-SEINE	8 713	5,6	12,2	24,4	213	65,7	21,1	13,1
VILLABE	977		13,3	19,4	19			8,9
VILLEBON-SUR-YVETTE	3 290	3,0	3,6	8,5	28			4,8
VILLECONIN	188							4,6
VILLE-DU-BOIS (LA)	1 771	5,1	6,8	21,5	38			
VILLEJUST	403	17,4		14,9	6			4,2
VILLEMORIS-SUR-ORGE	2 147		5,6	11,6	25			3,3
VILLENEUVE-SUR-AUVERS	161							5,2
VILLIERS-LE-BACLE	289							
VILLIERS-SUR-ORGE	1 252		4,8	8,0	10			
VIRY-CHATILLON	11 216	5,2	10,1	16,2	182	78,6	12,1	9,3
WISSOUS	1 675		9,6	17,3	29			7,2
YERRES	9 960	1,5	6,4	12,4	124	81,5	10,5	8,1
ESSONNE	379 272	4,3	11,3	19,0	7 196	71,4	14,7	13,8

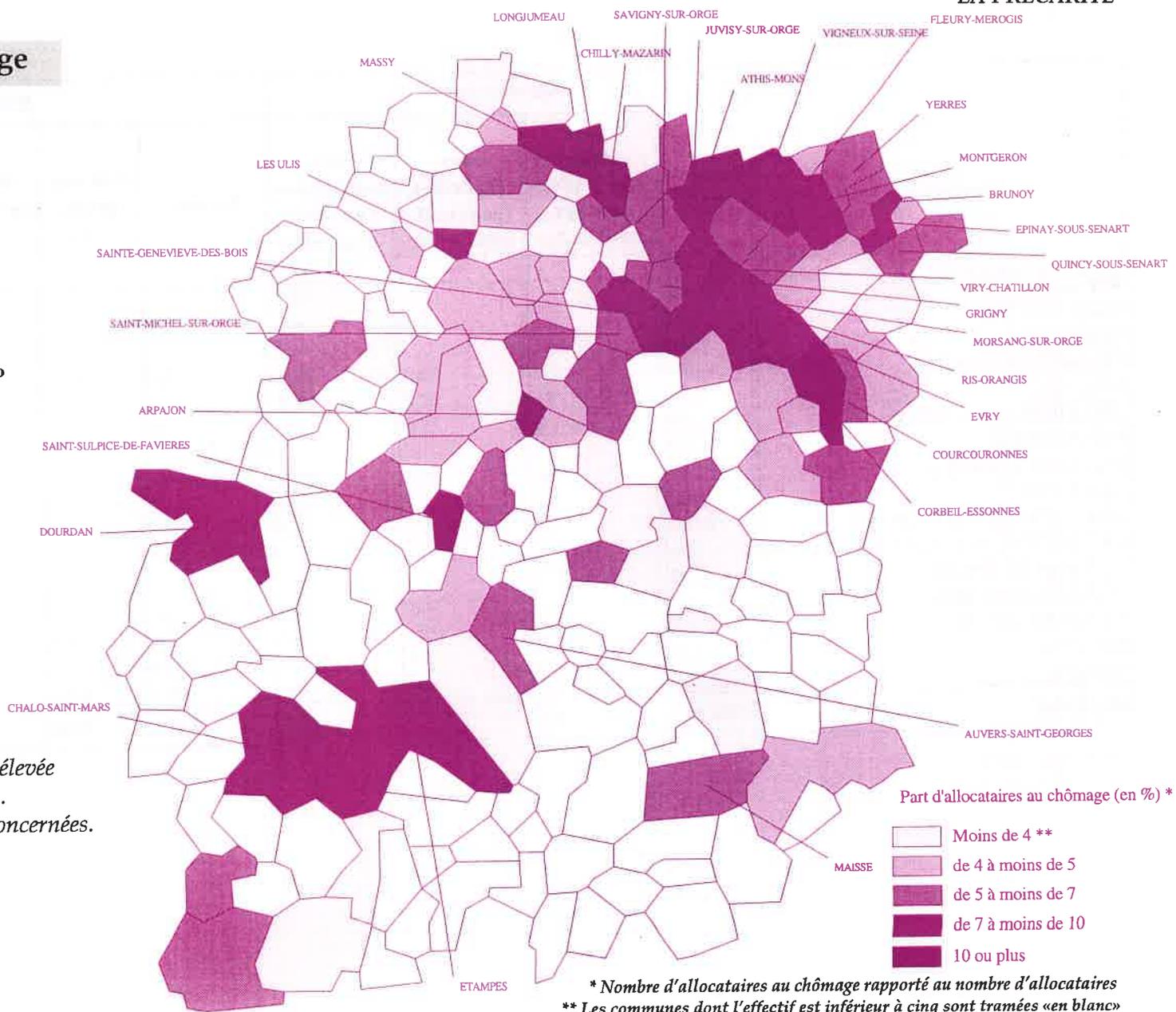
Sources : Insee-RP 1990

Caf au 31.12.1993

Les allocataires au chômage

Moyenne départementale : 6,8 %

La part des allocataires au chômage est élevée dans le quart Nord-Est du département. Les communes urbaines sont les plus concernées.



* Nombre d'allocataires au chômage rapporté au nombre d'allocataires
 ** Les communes dont l'effectif est inférieur à cinq sont tramées «en blanc»

DONNEES DE L'ILE-DE-FRANCE PAR DEPARTEMENT ET VILLE NOUVELLE

DEPARTEMENTS	Population sans doubles comptes	MENAGES				FAMILLES		ALLOCATAIRES	
		Nombre	(a) dont couverts par la CAF (%)	(a) dont résidents en HLM (%)	(a) dont bénéficiaires d'une aide au logement (%)	Nombre	dont avec enfant (s) de moins de 20 ans (%)	Nombre	dont bénéficiaires des "allocations familiales" (%)
PARIS	2 152 423	1 095 108	27,1	12,3	14,7	504 604	44,3	296 967	32,6
HAUTS-DE-SEINE	1 391 658	590 946	30,5	23,3	13,7	369 336	49,6	180 466	46,8
SEINE-SAINT-DENIS	1 381 197	508 631	41,8	32,2	22,3	367 028	55,6	212 479	47,9
VAL-DE-MARNE	1 215 538	471 503	34,3	25,2	16,0	330 760	51,7	161 707	47,9
PETITE COURONNE	3 988 393	1 571 080	35,3	26,8	17,2	1 067 124	52,3	554 652	47,5
SEINE-ET-MARNE	1 078 166	369 604	40,1	18,5	18,3	294 200	58,8	148 136	59,5
YVELINES	1 307 150	459 396	36,4	18,8	14,5	356 788	57,0	167 233	60,5
ESSONNE	1 084 824	379 272	37,9	20,1	16,5	299 256	56,3	143 823	56,3
VAL-D'OISE	1 049 598	358 231	41,5	24,0	19,4	283 920	58,6	148 600	57,5
GRANDE COURONNE	4 519 738	1 566 503	38,8	20,2	17,0	1 234 164	57,6	607 792	58,5
ILE-DE-FRANCE	10 660 554	4 232 691	34,5	20,6	16,5	2 805 892	53,2	1 459 411	49,1
VILLES NOUVELLES									
Cergy-Pontoise	159 152	49 943	55,7	33,1	30,2	40 852	69,6	27 826	57,0
Evry	73 372	23 974	57,4	36,8	33,5	19 300	68,6	13 773	50,0
Marne-la-Vallée	210 835	69 526	46,8	25,6	22,8	56 436	64,1	32 542	58,8
Saint-Quentin-en-Yvelines	128 663	39 633	53,0	35,6	25,1	33 500	71,5	20 987	61,0
Sénart	81 776	24 410	49,9	21,7	24,4	21 432	70,5	12 171	67,8

Sources : Insee RP-1990

Caf au 31.12.1993

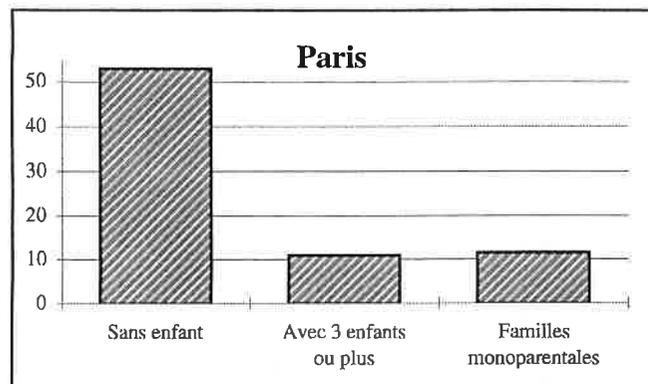
(a) On peut supposer que les ratios sont légèrement surestimés puisqu'on rapporte des données de 1993 à celles de 1990.

GRAPHIQUES

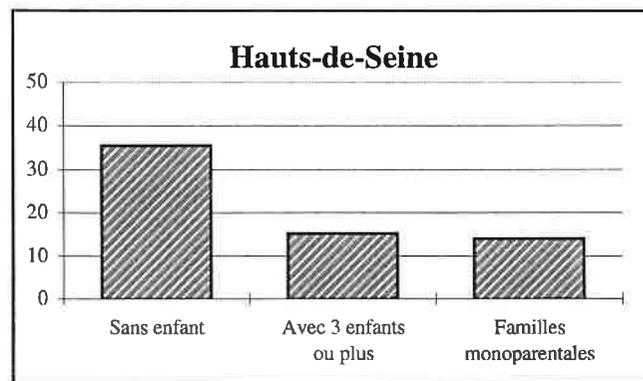
- **Allocataires selon leur composition familiale**
- **Bénéficiaires de prestations liées aux modes de garde des jeunes enfants**
- **Ménages bénéficiaires de minima sociaux**
- **Bénéficiaires du RMI selon leur composition familiale**
- **Répartition des aides au logement**

ALLOCATAIRES SELON LEUR COMPOSITION FAMILIALE (en pourcentage)

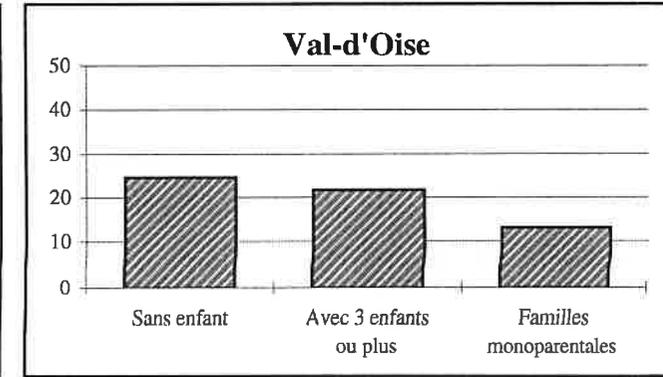
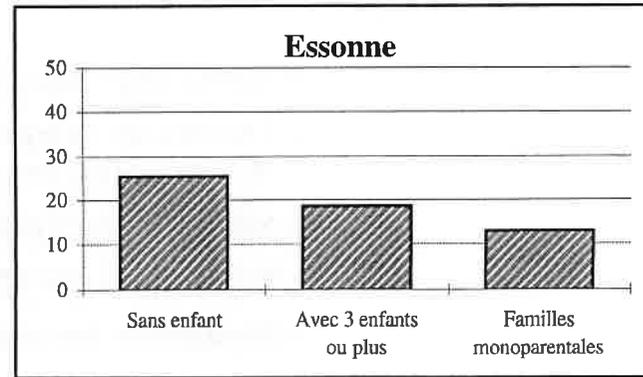
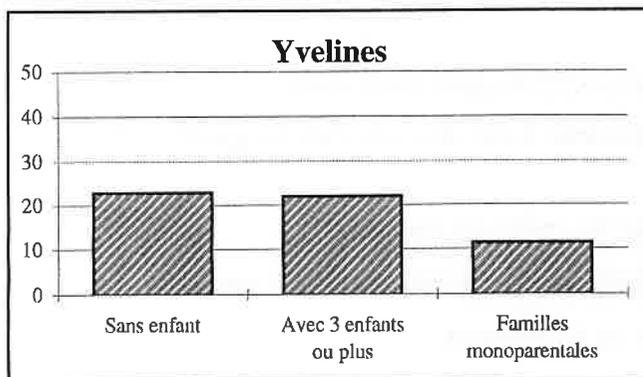
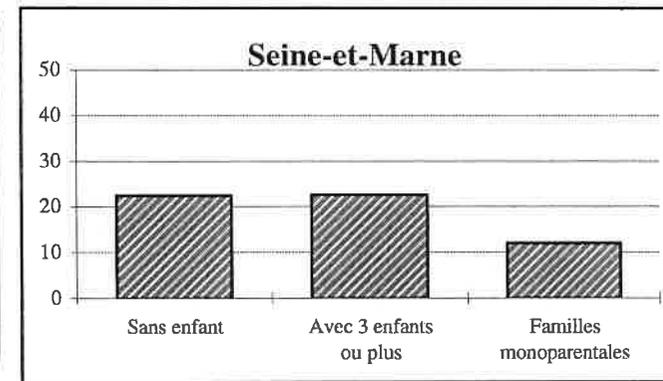
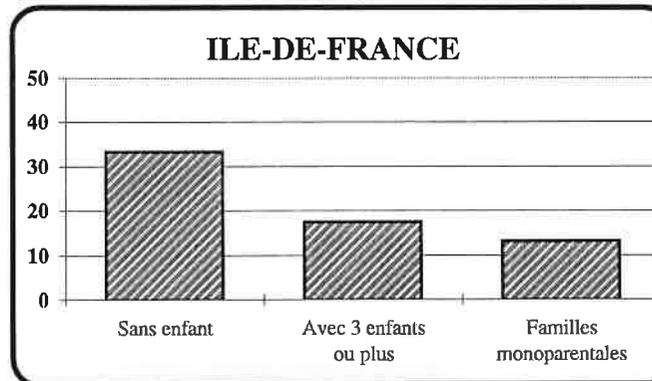
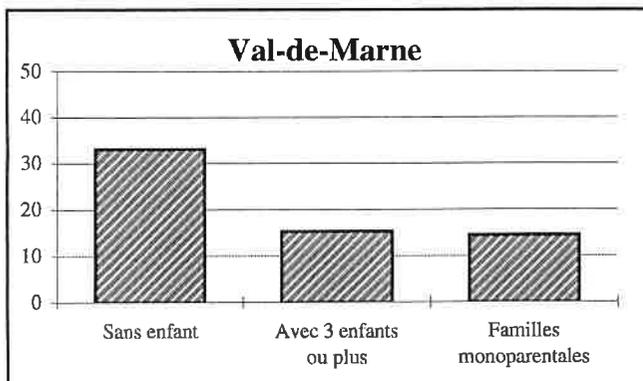
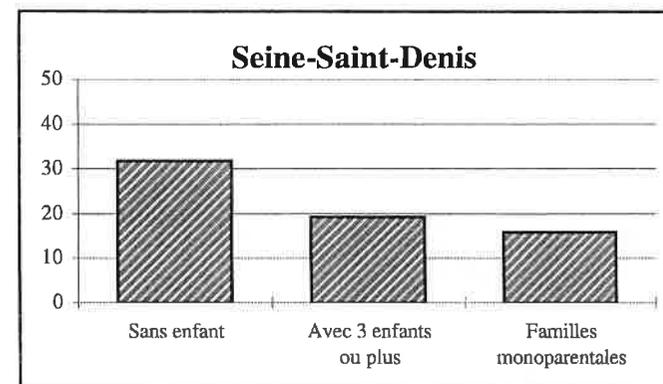
En %



En %



En %

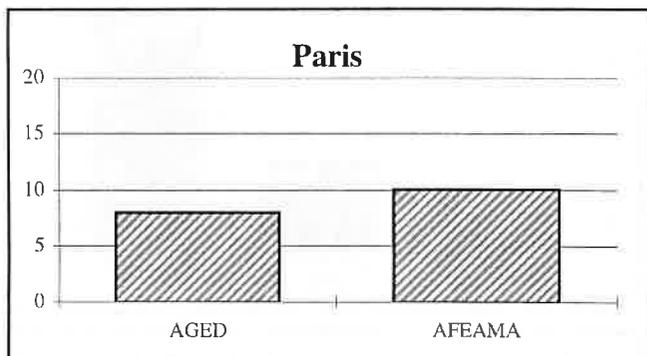


Source : Caf au 31.12.1993

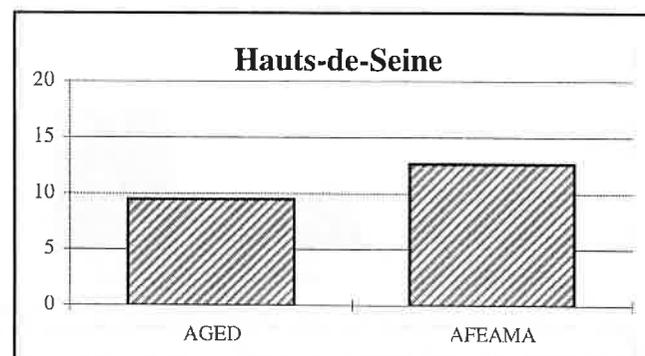
BENEFICIAIRES DE PRESTATIONS LIEES AUX MODES DE GARDE DES JEUNES ENFANTS *

(en pourcentage)

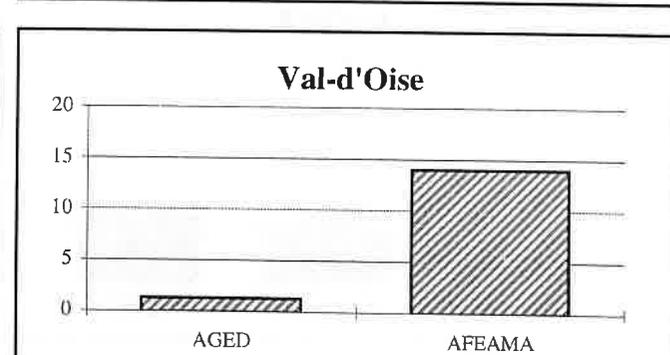
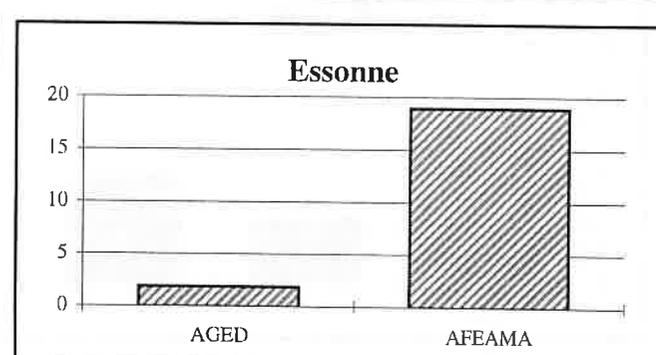
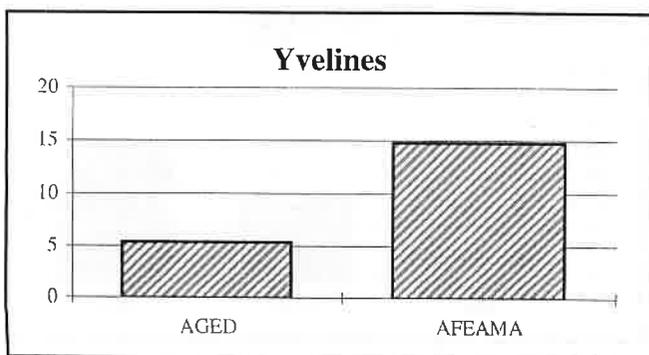
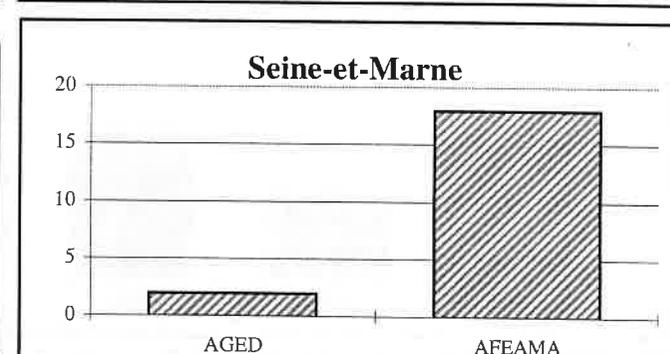
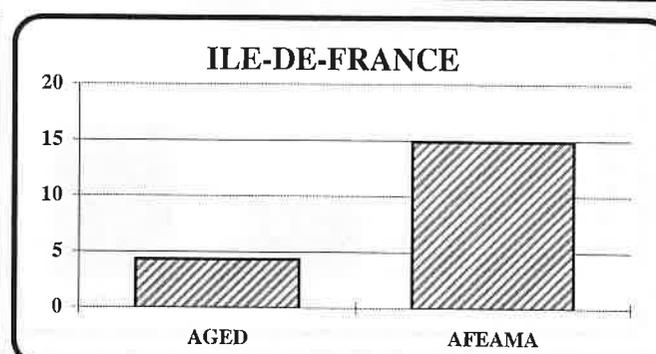
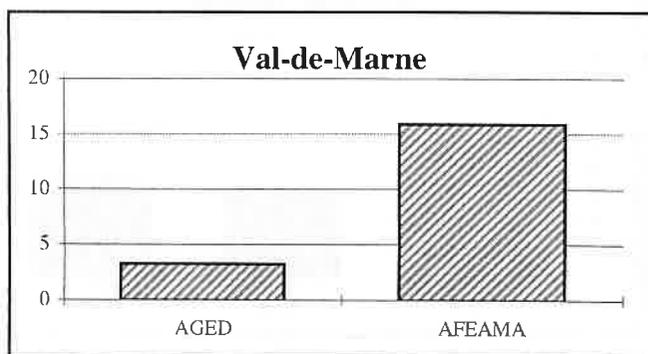
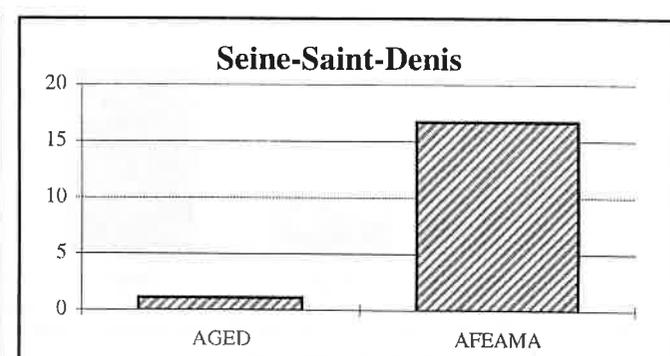
En %



En %



En %

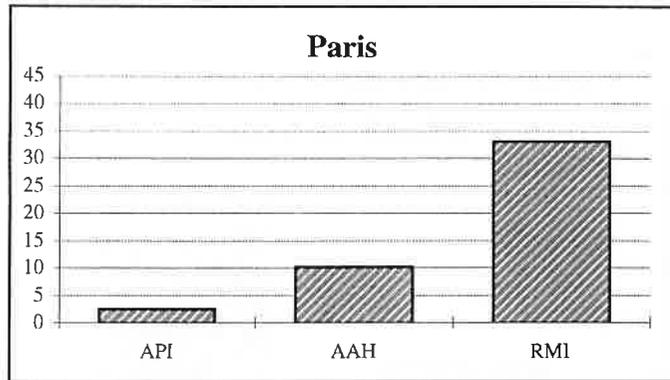


Source : Caf au 31.12.1993

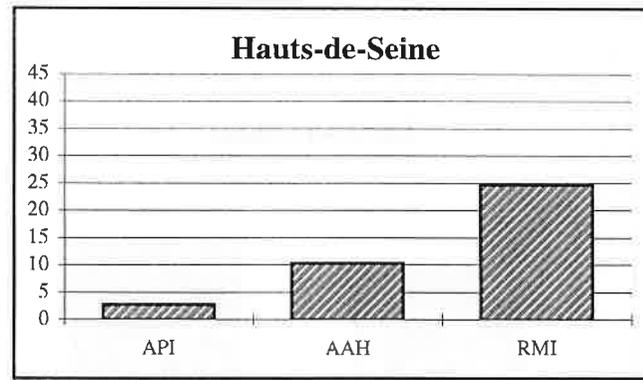
* Il s'agit de la part des bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile ou de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée parmi les allocataires ayant un enfant de moins de 3 ans, où le couple ou le parent isolé occupe un emploi.

MENAGES BENEFICIAIRES DE MINIMA SOCIAUX (API, AAH, RMI)*
(en pour mille)

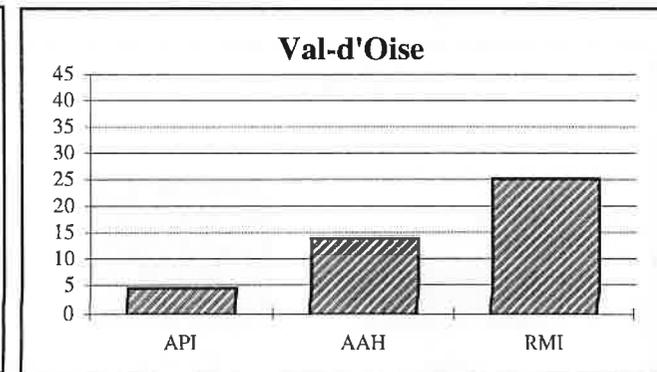
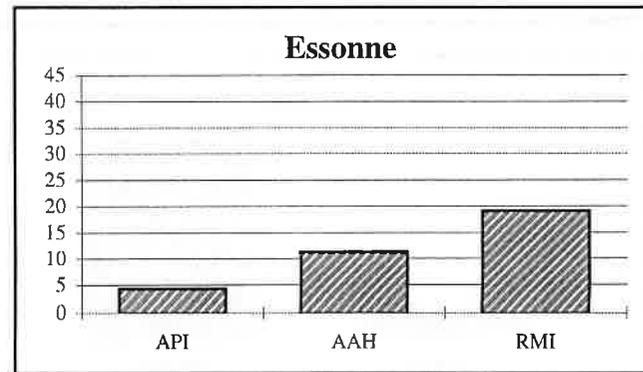
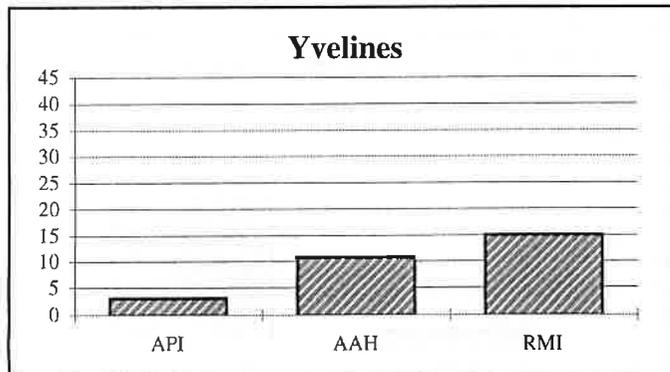
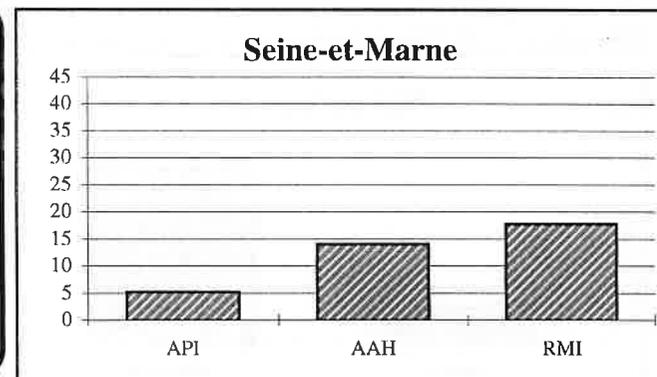
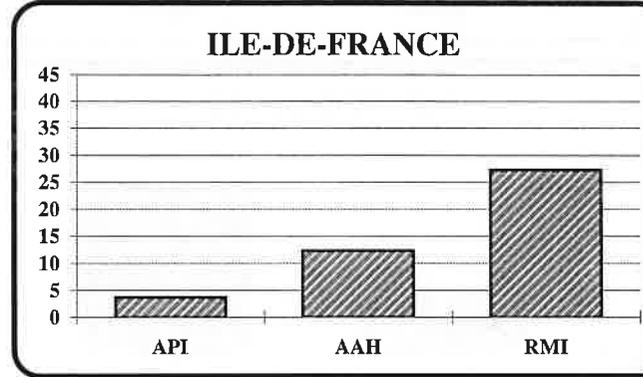
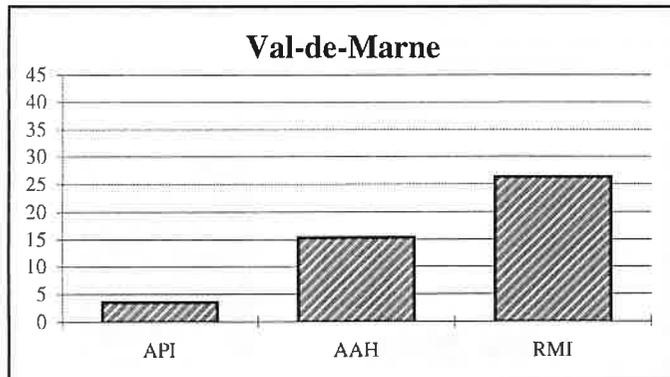
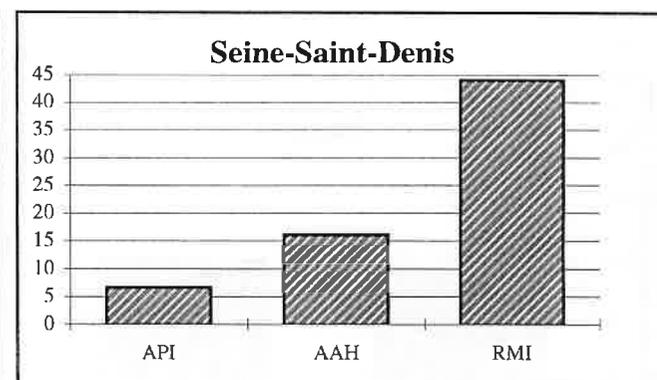
En ‰



En ‰



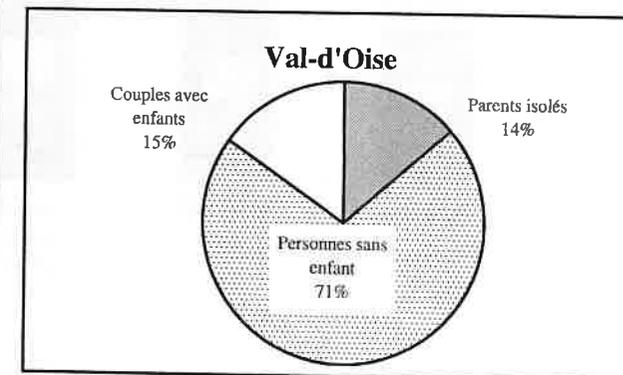
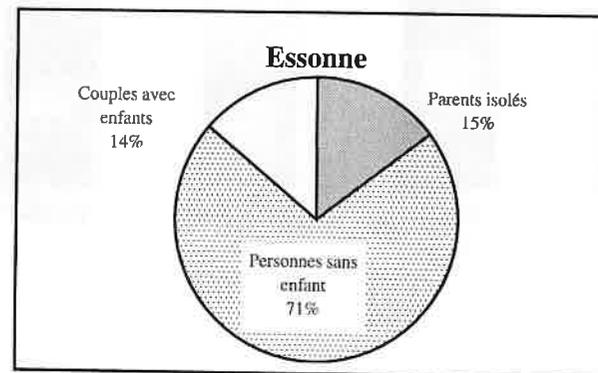
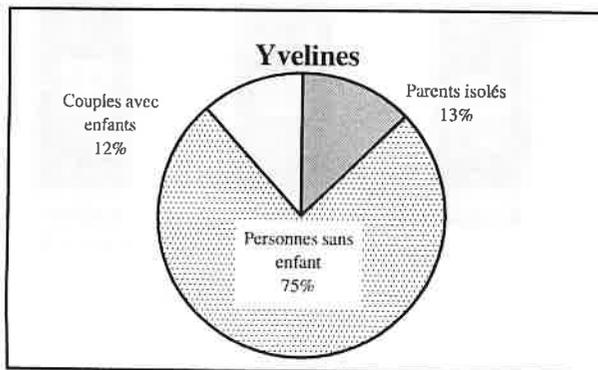
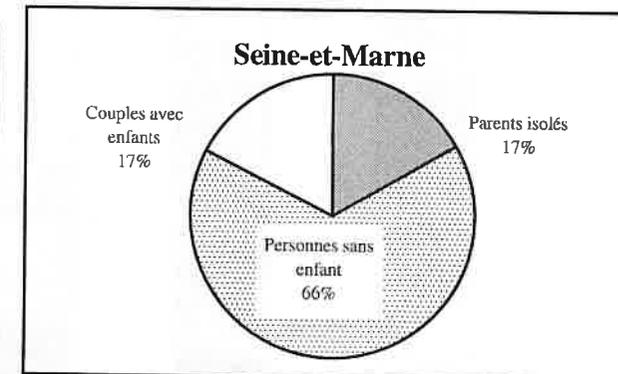
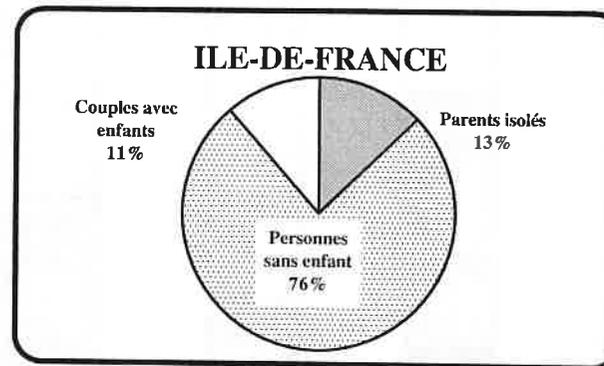
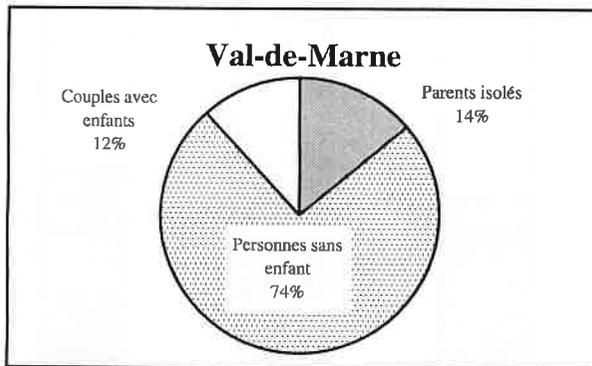
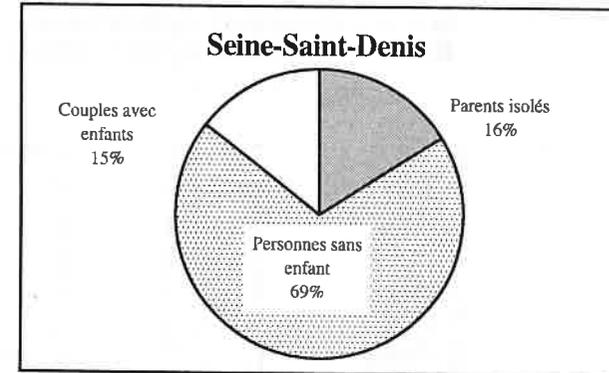
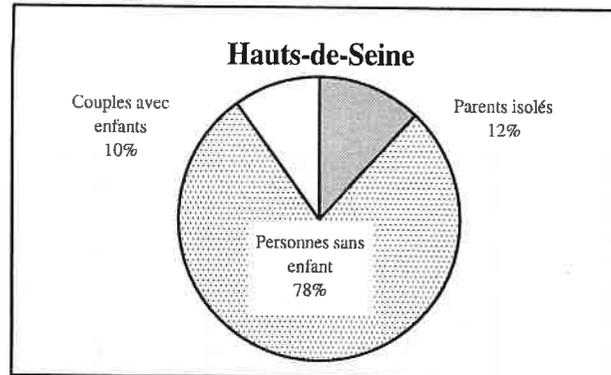
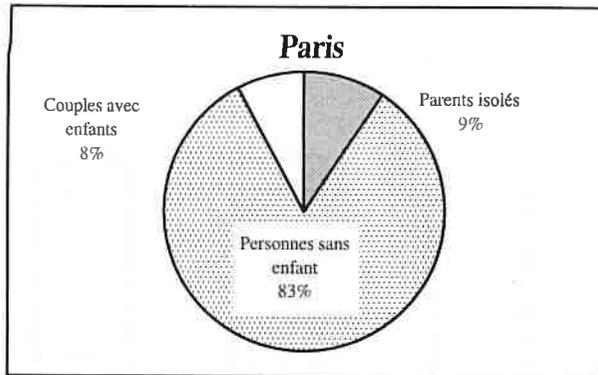
En ‰



Sources : Insee-RP 1990
Caf au 31.12.1993

* API : allocation de parent isolé ; AAH : allocation aux adultes handicapés ; RMI : revenu minimum d'insertion

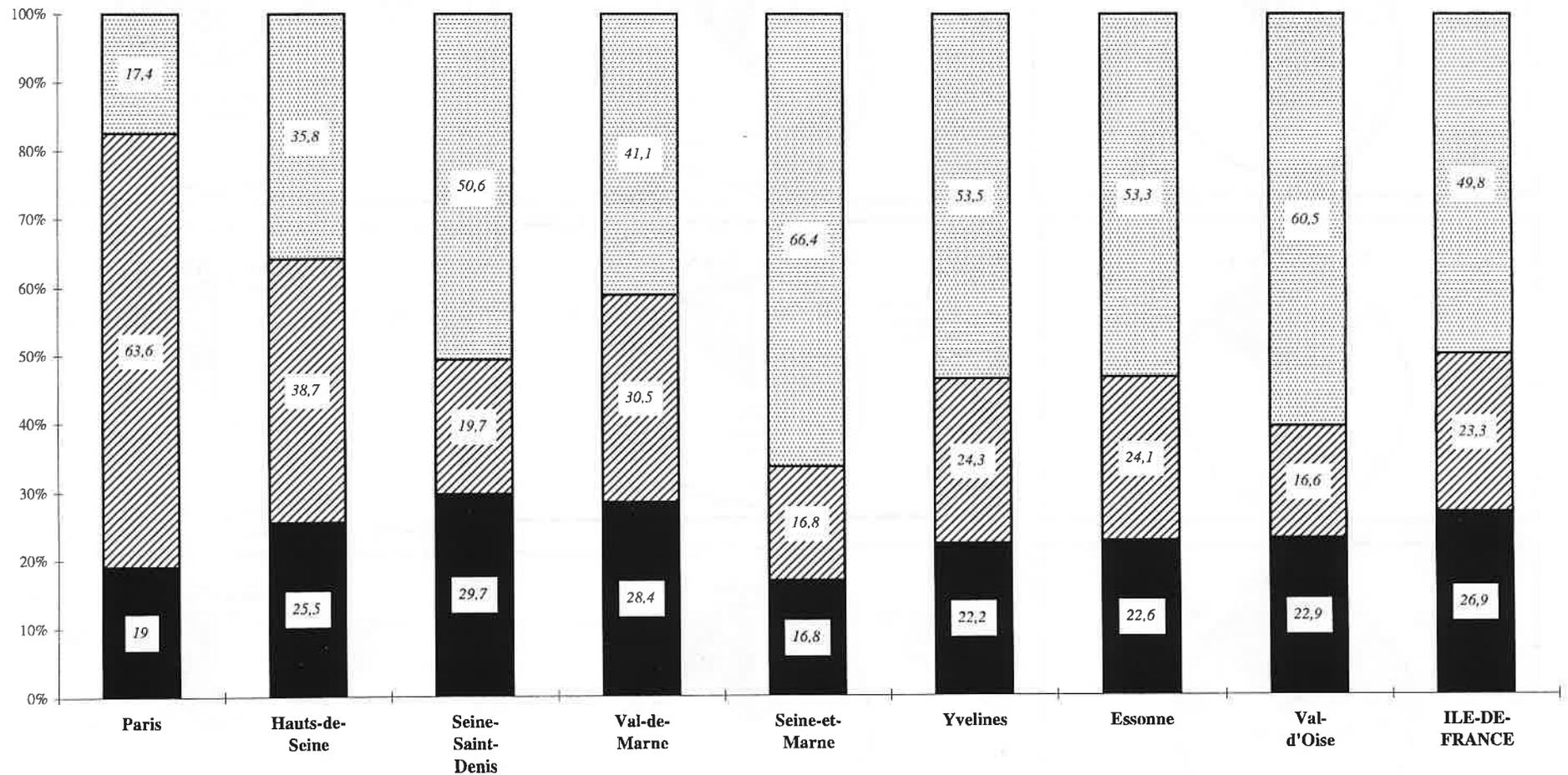
BENEFICIAIRES DU RMI SELON LEUR COMPOSITION FAMILIALE



Source : Caf au 31.12.1993

REPARTITION DES AIDES AU LOGEMENT (APL, ALS, ALF)

- ▨ APL = aide personnalisée au logement
- ▩ ALS = allocation de logement sociale
- ALF = allocation de logement familiale



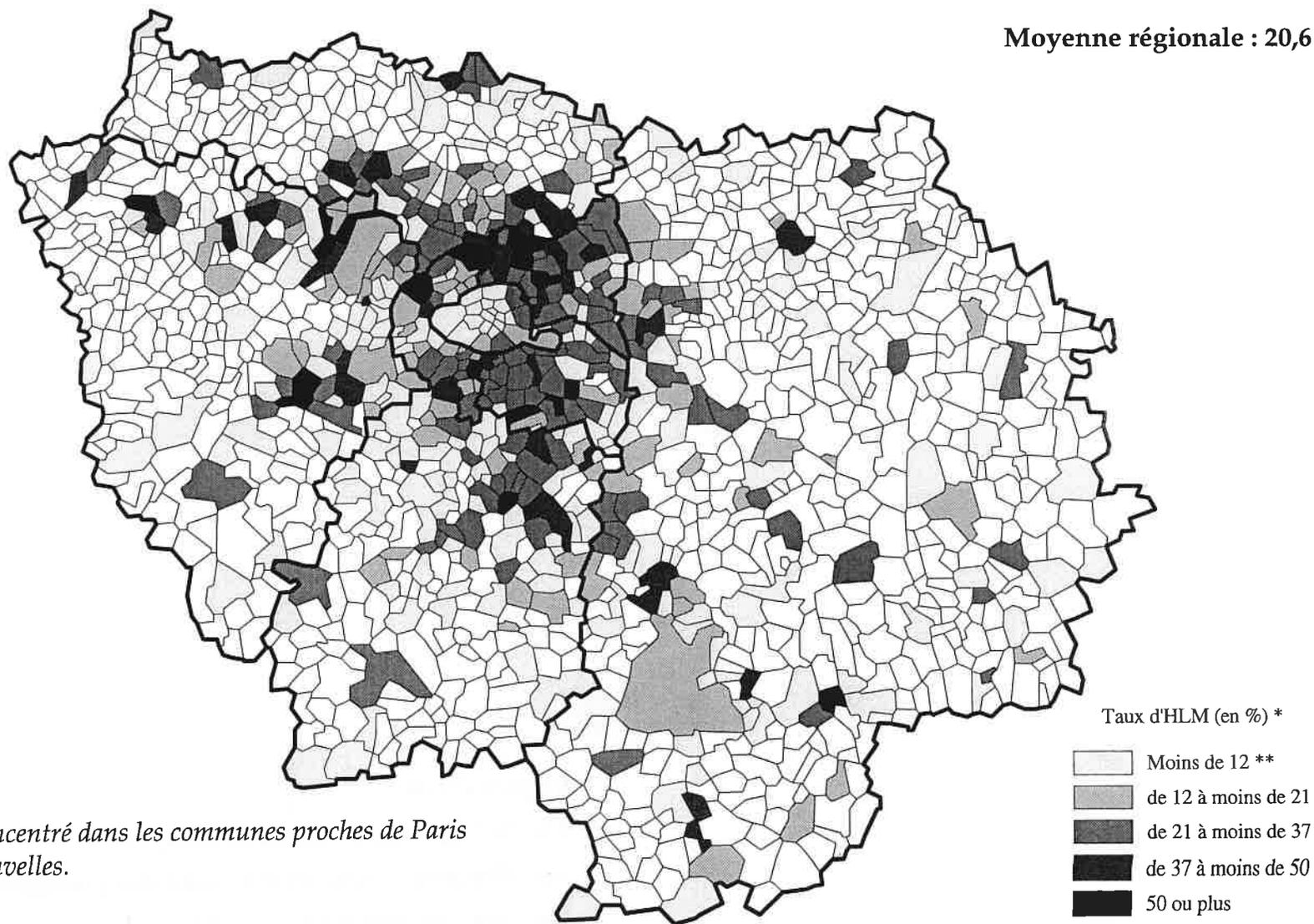
Source : Caf au 31.12.1993

CARTES

- **Le parc social**
- **Les ménages couverts par la CAF**
- **Les allocataires percevant une ou des prestations d'entretien**
- **Les ménages percevant une aide au logement**
- **Les allocataires au chômage**

Le parc social

Moyenne régionale : 20,6 %

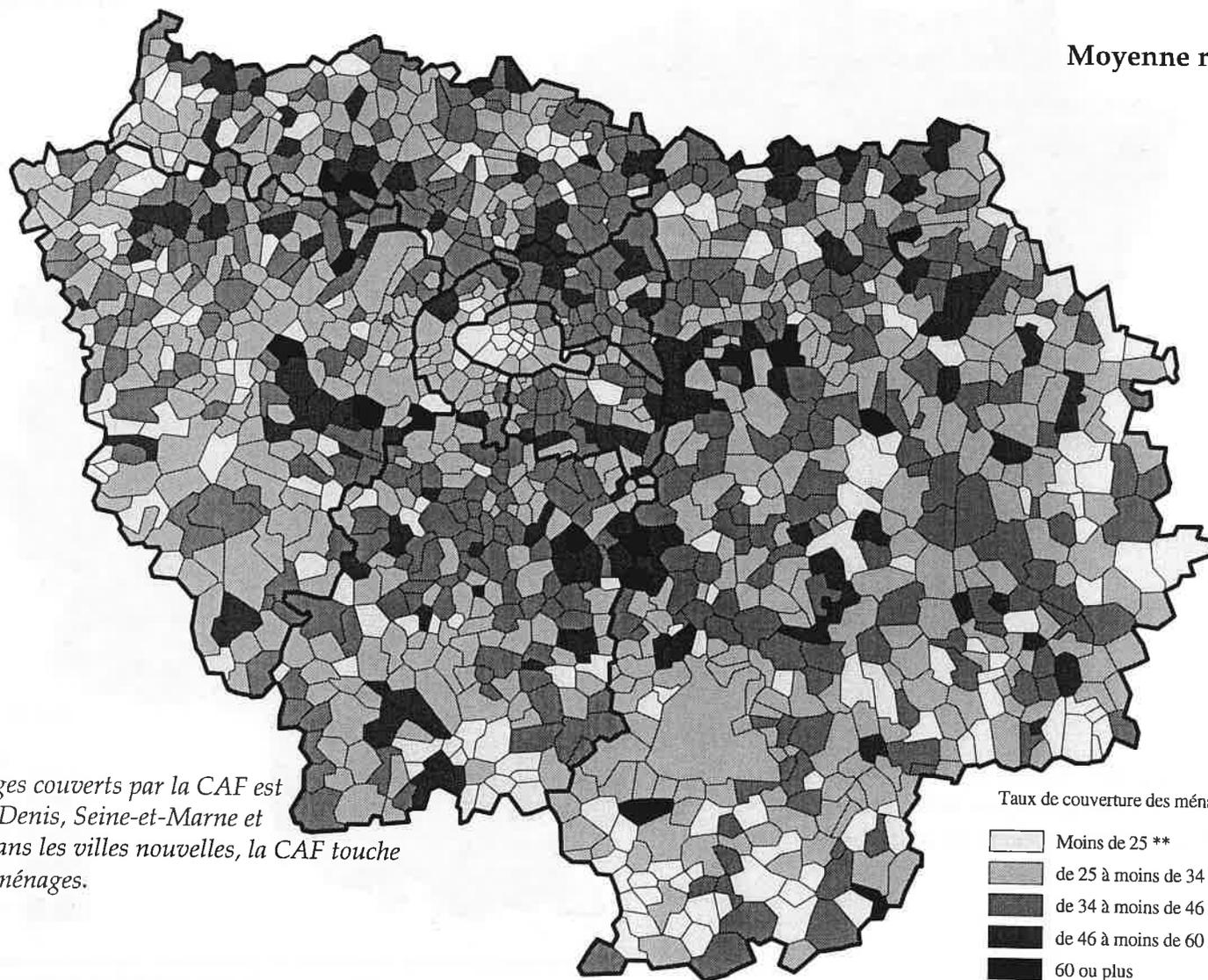


Le parc social est concentré dans les communes proches de Paris et dans les villes nouvelles.

* Nombre d'HLM rapporté au nombre de résidences principales
** Les communes dont l'effectif est inférieur à 5 sont tramées «en blanc»

Les ménages couverts par la CAF

Moyenne régionale : 34,5 %



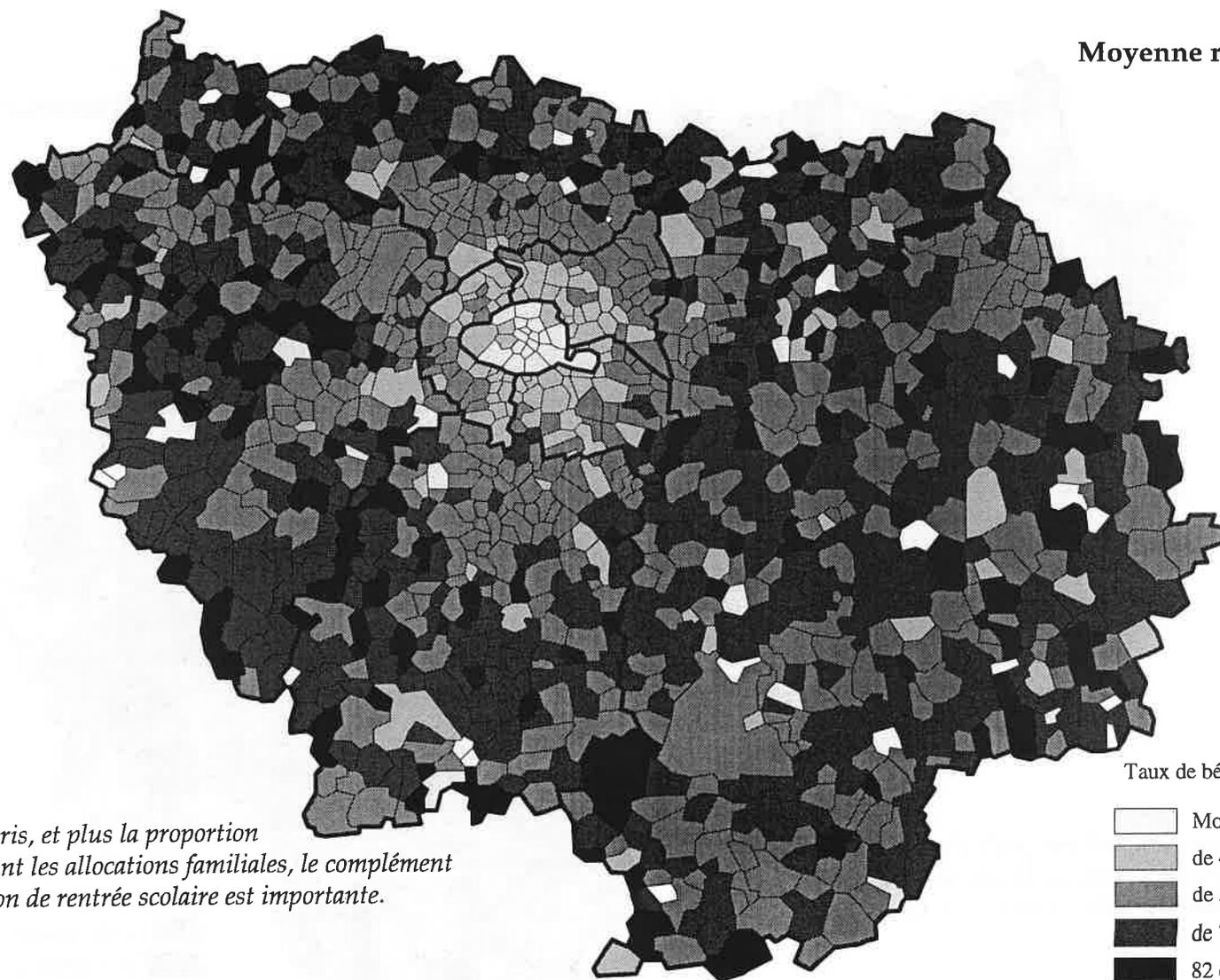
La présence des ménages couverts par la CAF est élevée en Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise. Dans les villes nouvelles, la CAF touche environ la moitié des ménages.

* Nombre d'allocataires rapporté au nombre de ménages

** Les communes dont l'effectif est inférieur à 5 sont tramées «en blanc»

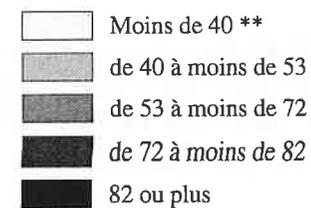
Les allocataires percevant une ou des prestations d'entretien

Moyenne régionale : 53 %



Plus on s'éloigne de Paris, et plus la proportion des allocataires percevant les allocations familiales, le complément familial et/ou l'allocation de rentrée scolaire est importante.

Taux de bénéficiaires (en %) *

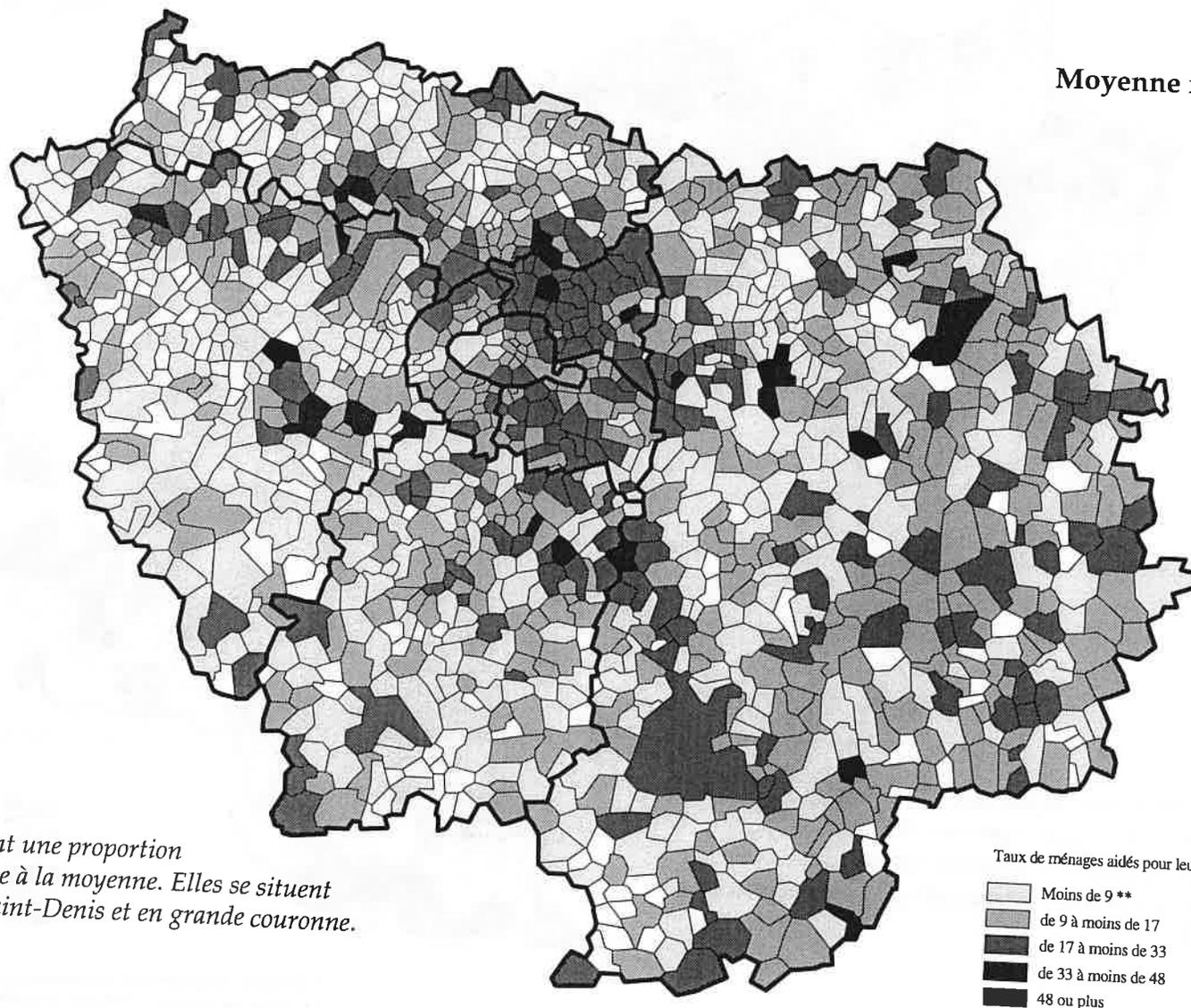


* Nombre d'allocataires percevant une ou des prestations d'entretien rapporté au nombre d'allocataires

** Les communes dont l'effectif est inférieur à 5 sont tramées «en blanc»

Les ménages percevant une aide au logement

Moyenne régionale : 16,5 %



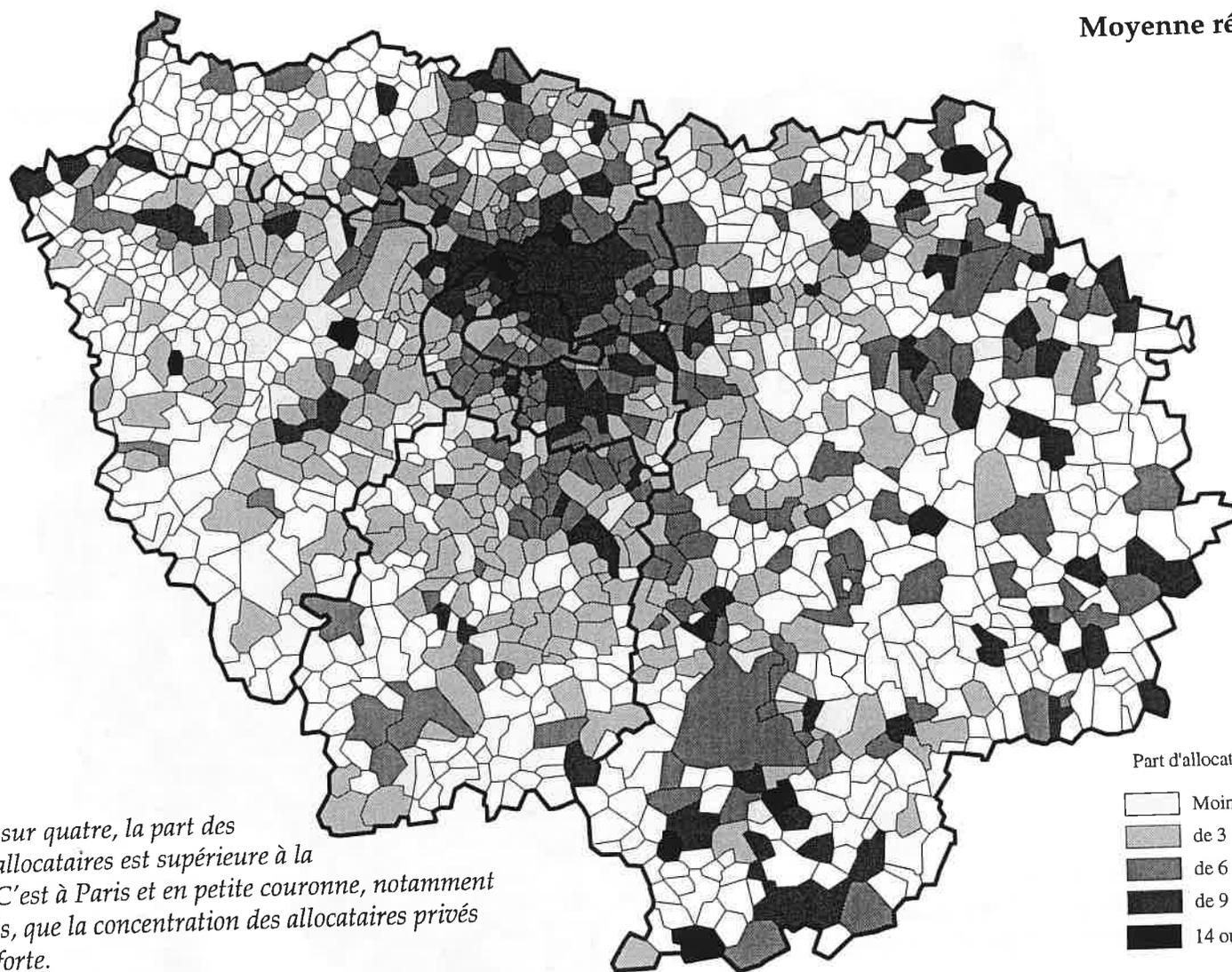
Deux communes sur dix ont une proportion de ménages aidés supérieure à la moyenne. Elles se situent essentiellement en Seine-Saint-Denis et en grande couronne.

Sources : Insee-RP 1990
Caf au 31.12.1993

* Nombre d'aides au logement rapporté au nombre de ménages
** Les communes dont l'effectif est inférieur à 5 sont tramées «en blanc»

Les allocataires au chômage

Moyenne régionale : 8,1 %



Dans une commune sur quatre, la part des chômeurs parmi les allocataires est supérieure à la moyenne régionale. C'est à Paris et en petite couronne, notamment en Seine-Saint-Denis, que la concentration des allocataires privés d'emploi est la plus forte.

* Nombre d'allocataires au chômage rapporté au nombre d'allocataires
** Les communes dont l'effectif est inférieur à 5 sont tramées «en blanc»

Liste des sigles utilisés

AAH	: allocation aux adultes handicapés
AF	: allocations familiales
AFEAMA	: aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AGED	: allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	: allocation de logement familiale
ALS	: allocation de logement sociale
APE	: allocation parentale d'éducation
API	: allocation de parent isolé
APJE	: allocation pour jeune enfant
APL	: aide personnalisée au logement
ARS	: allocation de rentrée scolaire
ASF	: allocation de soutien familial
CAF	: caisse d'allocations familiales
CF	: complément familial
RMI	: revenu minimum d'insertion

